



# **RAPPORT ANNUEL EPIC BPIFRANCE 2024**



# SOMMAIRE

<b>01</b>	<b>RAPPORT DE GESTION</b>	<b>7</b>	<b>03</b>	<b>COMPTES CONSOLIDÉS</b>	<b>21</b>
	1.1. RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL CONCERNANT L'EPIC BPIFRANCE	8		3.1. COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2024	22
	1.2. HISTORIQUE DE L'EPIC BPIFRANCE	8		3.2. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2024	27
	1.3. MISSIONS DE L'EPIC BPIFRANCE	8			
	1.4. GOUVERNANCE	9	<b>04</b>	<b>COMPTES INDIVIDUELS</b>	<b>47</b>
	1.5. INFORMATIONS SUR LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL ET LES ADMINISTRATEURS	12		4.1. BILAN PUBLIABLE EPIC BPIFRANCE	48
	1.6. COMMISSAIRES AUX COMPTES AU 31 DÉCEMBRE 2024	15		4.2. COMPTE DE RÉSULTAT PUBLIABLE EPIC BPIFRANCE	50
	1.7. RAPPORT D'ACTIVITÉ AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024	15		4.3. ANNEXE COMPTABLE	51
<b>02</b>	<b>ORGANIGRAMMES DE BPIFRANCE</b>	<b>19</b>	<b>05</b>	<b>RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES</b>	<b>63</b>
	2.1. ORGANIGRAMME CAPITALISTIQUE DU GROUPE BPIFRANCE	20		5.1. RAPPORT SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS	64
				5.2. RAPPORT SUR LES COMPTES INDIVIDUELS	66
			<b>06</b>	<b>ANNEXES</b>	<b>69</b>
				6.1. ORGANIGRAMME FONCTIONNEL DE BPIFRANCE	70
				6.2. ORGANIGRAMME DU RÉSEAU DE BPIFRANCE	71

# MESSAGE DU PRESIDENT



**Christian BODIN**

Président-Directeur général de l'EPIC Bpifrance

Malgré les chocs majeurs et répétés que subit l'économie mondiale depuis 2020, les comptes 2024 de l'EPIC Bpifrance (ci-après également dénommé l'"EPIC") traduisent la **poursuite des performances financières solides du groupe Bpifrance, dont l'EPIC Bpifrance et la Caisse des dépôts détiennent chacun 49,18% du capital.**

**Ces performances sont la résultante du modèle économique mis en place par la société anonyme Bpifrance dont la forte activité au bénéfice des entreprises françaises (60 Md€ ont été injectés dans le financement de l'économie française en 2024) s'est développée en dégagant une rentabilité solide.**

**Le pied de bilan de l'EPIC a baissé en 2024 de 2,5 Md€ pour s'établir à 38,6 Md€** ; cela traduit le déploiement des ressources du plan PIA4/FR30 (avec une baisse des dotations à recevoir de l'Etat).

L'EPIC a eu une activité d'investissement soutenue avec la création de deux nouveaux fonds d'investissement (le fonds Deep Tech et le Fonds National d'Amorçage 3, ci-après le "FNA 3") et des souscriptions complémentaires dans deux fonds déjà existants (Multicap Croissance 4, pour une souscription totale de 1,1 Md€, et EcoTech 2, pour une souscription totale de 300 M€). **Les revenus 2024** de l'EPIC Bpifrance sont principalement composés, comme lors des années précédentes, par le dividende versé par la société anonyme Bpifrance pour 194,0 M€ et les commissions de garantie pour 60,0 M€.

**Le résultat net social de l'EPIC Bpifrance s'élève à 206,3 M€ en 2024 alors qu'il s'établissait à 2 832,6 M€ en 2023** : le retour à un niveau normatif du résultat se fait après une année 2023 marquée par les plus-values comptables exceptionnelles (2 906,6 M€) liées à la reprise par l'Etat des actifs patrimoniaux (actions d'EDF et de TSA) qui dotaient le Fonds pour l'Innovation et l'Industrie (ci-après le "FII"), dans le cadre de sa mise en gestion extinctive.

**Le résultat net consolidé part du groupe**, exprimé en normes IFRS (à la différence des comptes sociaux exprimés en normes françaises), ressort à 435,2 M€ en 2024 (contre 190,6 M€ en 2023). Malgré la baisse de la quote-part de résultat Bpifrance (439,9 M€ en 2024 contre 534,0 M€ en 2023), aucune opération comparable à la remontée en 2023 vers l'Etat des revenus libres d'emploi du FII (309 M€) n'a été

effectuée en 2024, ce qui explique cette hausse du résultat net consolidé.

En 2024 et dans les années futures, les comptes de l'EPIC Bpifrance se situeront davantage dans le prolongement de la situation antérieure à 2018 (et à la création du FII), avec des ressources propres constituées essentiellement des dividendes perçus par l'EPIC en provenance de la société anonyme Bpifrance, complétés par les commissions qu'il percevra en rémunération de son rôle de garant des émissions obligataires de la société anonyme Bpifrance.

Les bons résultats de l'EPIC sont aussi la traduction de son **intervention dans la quasi-intégralité des processus de financement des activités du groupe Bpifrance, qui joue désormais un rôle central dans le financement des entreprises en France.**

En 2024, l'EPIC Bpifrance a en effet poursuivi les missions confiées par les pouvoirs publics, au bénéfice du groupe Bpifrance, comme l'illustrent les chiffres significatifs ci-dessous :

- Le montant des **engagements de garantie de l'EPIC en faveur des émissions obligataires de la société anonyme Bpifrance** est désormais de **57,7 Md€ à fin 2024** (contre 50,1 Md€ à fin 2023) ;
- La taille du **bilan social de l'EPIC demeure massive** même après la reprise par l'Etat des actifs patrimoniaux du Fonds pour l'Innovation et l'Industrie en 2023. Alors que le montant du bilan était de 16,7 Md€ fin 2017, il s'établit à 38,6 Md€ en 2024, grâce notamment aux **dotations des programmes PIA et France 2030**. Sur la même période, les **capitaux propres sociaux sont passés de 10,3 Md€ à 11,3 Md€**.
- Les capitaux propres consolidés s'élèvent quant à eux à 15,7 Md€ en fin 2023 et 14,9 Md€ fin 2024. Selon le rapport annuel de l'Agence des Participations de l'Etat 2023/2024, un tel niveau de capitaux propres (consolidés à 100% dans les comptes patrimoniaux de l'Etat) place l'EPIC Bpifrance en 3e position dans les participations de l'Etat dans des entreprises non cotées. Ce niveau de fonds propres met aussi l'EPIC en situation comparable aux plus importantes participations de l'Etat dans des entreprises cotées. Force est toutefois de reconnaître que l'EPIC n'est en rien comparable à ces grandes structures en termes de chiffre d'affaires ou de résultats dégagés.

- **L'EPIC est l'un des principaux opérateurs des programmes financés par l'Etat à travers le budget du Secrétariat général pour l'Investissement (SGPI).** A fin 2024, les ressources au bilan de l'EPIC au titre des programmes PIA/France 2030 s'élèvent à 27,0 Md€ : les dotations du SGPI représentant plus de 70 % du bilan de l'EPIC. Grâce à ces dotations, l'EPIC peut jouer un rôle majeur de souscripteur à de nombreux fonds lancés par le groupe Bpifrance (les derniers en date étant Deep Tech et le FNA 3). En effet, il faut souligner que les participations de l'EPIC, outre celle dans le capital de la société anonyme Bpifrance (10,43 Md€), sont composées, pour près de 5 Md€ à fin 2024, par ses souscriptions dans les fonds lancés par le groupe Bpifrance et gérés par Bpifrance Investissement. Ainsi, à titre d'exemple, l'EPIC est-il le seul souscripteur aux fonds Multicap croissance 3 et 4 pour 1,65 Md€; aux fonds de sociétés de projets industriels pour 1,14 Md€; aux FNA 2 et FNA 3 pour 739 M€. En 2024, le montant de ces souscriptions a progressé de l'ordre d'un milliard d'euros.
- Il convient également de souligner qu'avec une trésorerie de 7,6 Md€, l'EPIC sera en mesure d'assurer la continuité en 2025 des actions financées par les PIA et France 2030 malgré une situation budgétaire difficile.
- Les compétences de l'EPIC ont été élargies à la **gestion pour compte de tiers** avec pour objet d'abord l'appui aux **Sociétés d'accélération du transfert de technologies (SATT)** (437 M€ de capital et de créances d'associés), puis

avec la montée en puissance de **French Tech souveraineté**, pour lequel l'EPIC a reçu une dotation de 850 M€ (cette dotation devrait encore être abondée de 200 M€ dans le futur) et a déjà investi dans 16 entreprises.

La gouvernance de l'EPIC Bpifrance s'est adaptée à l'élargissement du rôle qui lui a été confié : le **conseil d'administration s'est ainsi réuni à 6 reprises en 2024** pour gérer les fonds qui lui ont été confiés, **financer les actions du groupe Bpifrance en direction des entreprises et autoriser la signature des nombreuses conventions passées avec l'Etat** (notamment dans le cadre du déploiement de France 2030), **les Régions et les organisations professionnelles.**

**Les très bons résultats financiers enregistrés par l'EPIC ces dernières années montrent la forte résilience, dans un contexte de crises multiples pour les entreprises (coût de l'énergie, guerre en Ukraine, hausse des taux), du modèle d'intervention du groupe Bpifrance et de ses mécanismes de financement, dans lesquels l'EPIC Bpifrance joue un rôle déterminant.**

Dans un cadre qui s'annonce encore difficile pour l'année à venir, l'EPIC Bpifrance continuera de jouer son **rôle d'appui au groupe Bpifrance** pour assurer le **développement des entreprises françaises**, les accompagner dans leur **décarbonation, promouvoir l'innovation** et **favoriser la réindustrialisation des territoires.**





# RAPPORT DE GESTION

<b>1.1. RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL CONCERNANT L'EPIC BPIFRANCE .....</b>	<b>8</b>	<b>1.6. COMMISSAIRES AUX COMPTES AU 31 DÉCEMBRE 2024 .....</b>	<b>15</b>
<b>1.2. HISTORIQUE DE L'EPIC BPIFRANCE .....</b>	<b>8</b>	<b>1.7. RAPPORT D'ACTIVITÉ AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024 .....</b>	<b>15</b>
<b>1.3. MISSIONS DE L'EPIC BPIFRANCE ....</b>	<b>8</b>	1.7.1. Faits marquants de l'EPIC Bpifrance et du Groupe Bpifrance .....	15
<b>1.4. GOUVERNANCE .....</b>	<b>9</b>	1.7.2. Activité et chiffres clés .....	16
1.4.1. Conseil d'administration au 31 décembre 2024 .....	10	1.7.3. Perspectives pour 2025 .....	17
1.4.2. Direction générale .....	12	1.7.4. Données financières et résultats de l'EPIC Bpifrance .....	17
<b>1.5. INFORMATIONS SUR LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL ET LES ADMINISTRATEURS .....</b>	<b>12</b>		

## 1.1. RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL CONCERNANT L'EPIC BPIFRANCE

L'EPIC Bpifrance est un établissement public à caractère industriel et commercial de droit français, immatriculé au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 483 790 069 RCS Créteil. Il dispose d'un code APE (8413Z) et d'un numéro LEI (969500ISDAV00KBJ0I22).

L'EPIC Bpifrance a été immatriculé pour la première fois au registre du commerce et des sociétés le 24 août 2005 sous la dénomination EPIC OSEO.

Le siège de l'EPIC Bpifrance est situé en France, au 27-31, avenue du Général Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex (téléphone : 01.41.79.80.00).

## 1.2. HISTORIQUE DE L'EPIC BPIFRANCE

L'établissement public à caractère industriel et commercial Bpifrance (anciennement EPIC OSEO) est né en 2005 du rapprochement de l'ANVAR (Agence nationale de valorisation de la recherche), de la BDPME (Banque du Développement des PME) et de sa filiale SOFARIS (Société française de garantie des financements des PME). Par l'intermédiaire de ces trois structures, devenues filiales de l'EPIC OSEO et rebaptisées OSEO innovation, OSEO financement et OSEO garantie, l'EPIC OSEO s'est vu confier pour mission de financer et accompagner les PME à travers trois métiers : le soutien à l'innovation, le financement des investissements et du cycle d'exploitation en partenariat avec les banques et la garantie des financements bancaires et interventions en fonds propres.

Afin d'améliorer la réactivité et l'efficacité d'OSEO, et donc la qualité de ses prestations, en particulier en permettant de clarifier et simplifier son organisation, le projet de fusion d'OSEO innovation, OSEO financement et OSEO garantie a été lancé dès 2008. Il a été rendu possible par la loi n°2010-1249 de régulation bancaire et financière du 22 octobre 2010 et a pris la forme d'une fusion-absorption par OSEO financement, devenu la société anonyme OSEO (aujourd'hui Bpifrance), des sociétés OSEO garantie, OSEO innovation et OSEO Bretagne.

Le 6 juin 2012, le Ministre chargé de l'Économie a annoncé la création de la Banque Publique d'Investissement. Groupe public au service du financement et du développement des entreprises, agissant en appui des politiques publiques conduites par l'Etat et par les Régions, la Banque Publique d'Investissement regroupe les activités d'OSEO, de CDC Entreprises et du Fonds Stratégique d'Investissement. Sa création a été officialisée par la loi n°2012-1559 du 31 décembre 2012, modifiant l'ordonnance n°2005-722 du 29 juin 2005 relative à la création de l'établissement public OSEO (aujourd'hui EPIC Bpifrance) et de la société anonyme OSEO (aujourd'hui Bpifrance). Dans le même temps que les

entités regroupant l'activité de fonds propres de CDC Entreprises et du Fonds Stratégique d'Investissement, dénommées désormais respectivement Bpifrance Investissement et Bpifrance Participations, la société anonyme OSEO est devenue une filiale d'une société dénommée BPI-Groupe puis Bpifrance SA, détenue à parité par l'EPIC Bpifrance et par la Caisse des Dépôts.

Depuis sa création, les missions du groupe Bpifrance se sont accrues :

- depuis le 1er janvier 2017, Bpifrance opère la gestion des garanties publiques au nom, pour le compte et sous le contrôle de l'Etat au travers de sa filiale à 100% Bpifrance Assurance Export ;
- en décembre 2018, Bpifrance a acquis auprès de la Caisse des Dépôts les actions composant le capital de CDC International Capital, une société ayant pour mission le développement de relations partenariales de long terme avec des fonds souverains étrangers, dans le but de réaliser des opérations de co-investissement en France et à l'international ;
- depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, Bpifrance est l'acteur public central en matière de soutien à la création d'entreprise. Avant cette date, cette offre était déployée par la Caisse des Dépôts et l'Agence France Entrepreneur (AFE).

Le 18 décembre 2020, par décision des assemblées générales extraordinaires de Bpifrance SA et Bpifrance Financement, Bpifrance SA a été absorbée par sa filiale Bpifrance Financement. Depuis cette date, la dénomination sociale de la holding du groupe Bpifrance est Bpifrance. **Au 31 décembre 2024, l'EPIC Bpifrance et la Caisse des Dépôts détiennent chacun 49,18% du capital de Bpifrance** et l'Etat détient une action Bpifrance, prêtée par l'EPIC Bpifrance le 18 décembre 2020.

## 1.3. MISSIONS DE L'EPIC BPIFRANCE

L'établissement public Bpifrance a pour objet :

- de promouvoir et soutenir l'innovation, notamment technologique, ainsi que de contribuer au transfert de technologies. A cet égard, l'EPIC Bpifrance est notamment un des opérateurs majeurs du Programme d'Investissements d'Avenir, et du programme France 2030 ;

- de favoriser le développement et le financement des petites et moyennes entreprises ;
- d'encourager, soutenir et sécuriser les exportations françaises financées à moyen et long terme ainsi que les investissements français à l'étranger.

Il opère également une mission de garantie des émissions obligataires de Bpifrance.



L'Etat, par acte unilatéral ou par convention, les collectivités territoriales ainsi que leurs établissements publics, par convention, peuvent confier à l'établissement public Bpifrance des missions d'intérêt général compatibles avec son objet.

L'établissement public Bpifrance est habilité à réaliser ses missions en Nouvelle-Calédonie et dans ses provinces, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna, à la demande de ces collectivités.

Le choix, l'organisation et la mise en œuvre de ces missions ainsi que celle des instruments correspondants sont prévus par convention entre les parties. Ces conventions peuvent prévoir la création d'un comité local d'orientation chargé de formuler un avis sur les modalités d'exercice par la société anonyme Bpifrance et ses filiales de leurs missions au niveau régional et sur la cohérence de leurs orientations stratégiques avec la stratégie régionale de développement économique. Ce comité adresse ses avis aux organes régionaux de direction de la société anonyme Bpifrance.

L'établissement public Bpifrance agit directement ou, dans le cadre de conventions passées à cet effet, par l'intermédiaire de sociétés dans lesquelles il détient une participation ou de toute société dont l'Etat détient, directement ou indirectement, au moins 50 % du capital.

C'est dans ce cadre que l'EPIC Bpifrance confie à la société anonyme Bpifrance et à ses filiales la mise en œuvre des programmes pour lesquels il a reçu des financements de la part de l'Etat.

Le groupe Bpifrance est un groupe public au service du financement et du développement des entreprises, agissant en appui des politiques publiques conduites par l'Etat et conduites par les régions.

En vue de soutenir la croissance durable, l'emploi et la compétitivité de l'économie, la Banque Publique d'Investissement :

- favorise l'innovation, l'amorçage, le développement, l'internationalisation, la mutation et la transmission des entreprises, en contribuant à leur financement en prêts et en fonds propres ;
- oriente en priorité son action vers l'entrepreneuriat féminin, les très petites entreprises, les petites et moyennes entreprises et les entreprises de taille intermédiaire, en particulier celles du secteur industriel ;
- investit de manière avisée pour financer des projets de long terme ;
- accompagne la politique industrielle nationale, notamment pour soutenir les stratégies de développement de filières ;
- participe au développement des secteurs d'avenir, de la conversion numérique et de l'économie sociale et solidaire ;
- contribue au développement des innovations technologiques et managériales ;
- apporte son soutien à la mise en œuvre de la transition écologique et énergétique ;
- favorise une mobilisation de l'ensemble du système bancaire sur les projets qu'elle soutient ;
- mène son action en coopération, en tant que de besoin, avec la Banque européenne d'investissement ;
- développe une offre de service et d'accompagnement des entreprises tout au long de leur développement ;
- peut stabiliser l'actionnariat de grandes entreprises porteuses de croissance et de compétitivité pour l'économie française.

## 1.4. GOUVERNANCE

En 2024, le conseil d'administration de l'EPIC Bpifrance a tenu 6 instances (dont 2 dans le cadre d'une consultation écrite).

### • Dans le cadre de la consultation écrite clôturée le 28 février 2024, le Conseil a :

- approuvé un avenant n°1 à la convention relative à la mise en œuvre du volet spatial France 2030, à conclure entre le Centre National d'Etudes Spatiales (CNES), l'Etat, Bpifrance et l'EPIC ;
- approuvé un avenant n°1 à la convention de partenariat pour la mise en place du dispositif « volontariat territorial en entreprise (VTE) export », à conclure entre Business France, Bpifrance Participations et l'EPIC ; et
- approuvé un avenant à la convention relative au programme d'investissements d'avenir (action « Aides à l'innovation Bottom-up », volet « France 2030 régionalisé»), à conclure entre l'Etat, la Caisse des Dépôts, Bpifrance et l'EPIC.

### • Dans le cadre de la réunion du 21 mars 2024, le Conseil a :

- approuvé les frais de gestion réels 2023 de Bpifrance dans le cadre des conventions « Deeptech » et « Grands défis » ;
- approuvé une convention en vue du déploiement de la 7ème promotion de l'accélérateur Pays de la Loire, à conclure entre la région Pays de la Loire, Bpifrance Participations et l'EPIC ;
- arrêté les comptes individuels et consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ; et
- approuvé le rapport annuel au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

• **Dans le cadre de la réunion du 20 juin 2024, le Conseil a :**

- approuvé l'avenant n°1 à la convention relative à la subvention France nation verte, à conclure entre l'Ademe, Bpifrance et l'EPIC ;
- approuvé l'avenant n°7 à la convention de déploiement de l'accélérateur PME Auvergne-Rhône-Alpes, à conclure entre la région Auvergne-Rhône-Alpes, Bpifrance Participations et l'EPIC ; et
- approuvé une convention pour le déploiement de l'Académie de l'export, à conclure entre l'Etat, Bpifrance Participations et l'EPIC.

• **Dans le cadre de la consultation écrite clôturée le 4 juillet 2024, le Conseil a approuvé une nouvelle version de la convention-cadre pour l'accompagnement en faveur de la transition énergétique et écologique des entreprises et de la réindustrialisation pour la période 2024-2027, à conclure entre l'Etat, Bpifrance Participations et l'EPIC.**

• **Dans le cadre de la réunion du 8 octobre 2024, le Conseil a :**

- approuvé les budgets de frais de gestion 2024 du gestionnaire Bpifrance dans le cadre des dispositifs FII de l'Aide au développement Deep Tech, de la Bourse French Tech et de l'Aide Innovation ;
- approuvé un avenant n°1 à la convention relative au programme d'investissements d'avenir (action : « fonds national d'innovation », « Partenariats régionaux d'innovation »), à conclure entre l'Etat, Bpifrance et l'EPIC ; et

- approuvé un avenant n°1 à la convention relative au programme d'investissements d'avenir (actions : « Développement de l'économie numérique », « Soutien aux usages, services et contenus numériques innovants, volet « Subventions et avances remboursables », « Usages et technologies du numérique ») à conclure entre l'Etat, Bpifrance et l'EPIC.

• **Dans le cadre de la réunion du 20 décembre 2024, le conseil a :**

- approuvé le budget 2025 de l'EPIC Bpifrance ;
- approuvé le plan de financement 2025 de Bpifrance, garanti par l'EPIC Bpifrance ;
- fixé la rémunération de la garantie qui sera consentie par l'EPIC Bpifrance au bénéfice des émissions de titres de créance moyen long terme et court terme de Bpifrance qui seront réalisées en 2025 ;
- approuvé les budgets de frais de gestion 2025 de Bpifrance dans le cadre des dispositifs FII de l'Aide au développement Deep Tech, de la Bourse French Tech, de l'Aide Innovation et des Grands Défis ;
- approuvé une convention en vue du déploiement des 5ème et 6ème promotions de l'accélérateur PME Centre-Val de Loire, à conclure entre la région Centre-Val de Loire, Bpifrance Participations et l'EPIC ; et
- approuvé un avenant n°2 à la convention de partenariat pour la mise en place du dispositif Volontariat Territorial en Entreprises (VTE) Export à conclure entre Business France, Bpifrance Participations et l'EPIC.

## 1.4.1. Conseil d'administration au 31 décembre 2024

### 1.4.1.1 • Président du conseil d'administration

#### Christian BODIN

**Président par intérim du conseil d'administration (arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget et des comptes publics, en date du 28 septembre 2024).**

**Chef de mission de contrôle économique et financier honoraire**

**Adresse professionnelle :** EPIC Bpifrance, 27-31, avenue du Général Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex

### 1.4.1.2 • Administrateurs représentant l'Etat

#### Emmanuelle BENHAMOU

**Responsable du pôle audit et comptabilité de l'Agence des Participations de l'Etat**

**Adresse professionnelle :** Agence des Participations de l'Etat, 139 rue de Bercy, 75572 Paris Cedex 12

**Nomination :** Décret en date du 13 décembre 2023

**Jean BENSÂÏD****Directeur de la mission d'appui au financement des infrastructures de la Direction générale du Trésor****Adresse professionnelle :** Direction générale du Trésor,  
139 rue de Bercy, 75572 Paris Cedex 12**Nomination :** Décret en date du 19 décembre 2024**Géraldine LEVEAU****Secrétaire générale adjointe au sein du Secrétariat général pour l'investissement****Adresse professionnelle :** Secrétariat général  
pour l'investissement, Hôtel de Cassini, 32, rue de Babylone,  
75007 Paris**Nomination :** Décret en date du 13 décembre 2023**David HELM****Chef du pôle financement de l'innovation et propriété intellectuelle au sein de la Direction générale des Entreprises****Adresse professionnelle :** Direction générale  
des Entreprises, 139 rue de Bercy, 75572 Paris Cedex 12**Nomination :** Décret en date du 13 décembre 2023**Simon PINEAU****Chef du bureau de l'énergie, des participations, de l'industrie et de l'innovation au sein de la Direction du Budget****Adresse professionnelle :** Direction du Budget,  
139 rue de Bercy, 75572 Paris Cedex 12**Nomination :** Décret en date du 19 décembre 2024**Estelle DHONT PELTRAULT****Cheffe du Service de l'Innovation, du transfert de technologie et de l'action régionale à la Direction générale de la Recherche et de l'Innovation du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation****Adresse professionnelle :** Ministère de l'Enseignement  
Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation,  
1 rue Descartes, 75231 PARIS CEDEX 05**Nomination :** Décret en date du 13 décembre 2023

## • Commissaires du Gouvernement

### Emmanuel CHARRON

Commissaire du gouvernement

Chef de la Mission de Contrôle des Activités Financières et Commissaire du Gouvernement auprès de Bpifrance

### Bernard ZAKIA

Commissaire du gouvernement adjoint

## 1.4.2. Direction générale

### Christian BODIN

Directeur général

## 1.5. INFORMATIONS SUR LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL ET LES ADMINISTRATEURS

### • Président par intérim du conseil d'administration et Directeur général

#### Christian BODIN

##### Biographie

Christian BODIN est depuis mai 2019, Président-Directeur général de l'établissement public industriel et commercial Bpifrance, actionnaire à hauteur de 49,18% de la société anonyme Bpifrance (à parité avec la Caisse des Dépôts).

Ancien élève de l'ENA (promotion Voltaire), diplômé de Sciences-Po Paris, titulaire du CAPA et d'une licence en droit privé, il a exercé ses fonctions au ministère des Transports, puis à la Caisse des Dépôts et à partir de 1985 au Ministère de l'Economie et des Finances.

Au sein de ce ministère il a travaillé à la Direction du Budget (1985-1990 : chef des bureaux Emploi puis Culture), à la Direction des relations économiques extérieures (Mission économique régionale à Abidjan 1995-1999, Directeur régional du commerce extérieur Midi-Pyrénées 1999-2001) et à la Direction générale du Trésor (Mission économique en Arabie Saoudite 2001-2005, inspecteur des services extérieurs 2005-2006). Il est affecté entre 1990 et 1995 au ministère des DOM-TOM en tant que sous-directeur des affaires économiques.

Nommé Contrôleur général économique et financier en 2006 au sein de la Mission de contrôle des activités financières (qui relève de la Direction générale du Trésor), il est Commissaire du gouvernement notamment auprès de la Banque Postale, de la Caisse de Garantie du Logement locatif social et de sociétés de financement du cinéma. Parallèlement à ces fonctions, il contribue, en tant que rapporteur extérieur, aux travaux de la 1ère Chambre de la Cour des comptes de 2008 à 2012.

En 2013, Christian BODIN est nommé à la Mission de contrôle auprès du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), ses attributions étant étendues au contrôle économique et financier auprès du groupe AREVA en 2014.

En 2015, il est nommé Chef de Mission de contrôle général économique et financier, en conservant ses attributions jusqu'en juin 2018.

Christian BODIN est également censeur de l'Agence nationale de la recherche. Il est chevalier de l'ordre National du Mérite.

##### Mandats en cours :

- Censeur au conseil d'administration de l'Agence nationale de la recherche
- Président par intérim d'ASN Holding (ASNH)

##### Mandats échus au cours des 5 dernières années :

Néant

## • Administrateurs représentant l'Etat

### Emmanuelle BENHAMOU

#### Biographie

Emmanuelle BENHAMOU est responsable du pôle audit et comptabilité de l'Agence des Participations de l'Etat, depuis 2024. Diplômée d'HEC Paris et d'expertise-comptable, elle a auparavant occupé des postes d'auditeur et consultant financier chez Ernst & Young (de 2013 à 2017), de contrôleur financier chez Banijay (de 2017 à 2019) et de contrôleur de gestion chez Eramet (de 2019 à 2021).

#### Mandats en cours :

- Administrateur représentant l'Etat au Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire
- Administrateur représentant l'Etat à La Banque Postale

#### Mandats échus au cours des 5 dernières années :

Néant

### Jean BENSÂÏD

#### Biographie

Depuis 2019, Jean BENSÂÏD est le Directeur de Fin Infra, service de conseil aux décideurs publics (ministères, collectivités et établissements publics), au sein de la Direction générale du Trésor. Fin Infra effectue environ 80 missions par an sur le montage contractuel et financier des projets d'investissement public.

Auparavant, il a été successivement économiste à la Direction du Trésor, puis attaché financier à Washington, conseiller Macroéconomie et fiscalité du Premier ministre Lionel Jospin. Il a ensuite rejoint le groupe Caisse des Dépôts en tant que Directeur des participations. Il a créé et dirigé pendant 6 ans CDC Infrastructure, le fonds infrastructures de la Caisse des Dépôts. Il a ensuite rejoint le comité exécutif d'Icade, société foncière, en tant que Directeur de l'asset management.

Il est diplômé de l'ENSAE ParisTech et de l'Ecole Normale Supérieure Paris-Saclay.

#### Mandats en cours :

- Administrateur de la société des Grands Projets
- Administrateur de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique (ERAFP)
- Administrateur de l'établissement public Paris La Défense
- Administrateur de la Société Publique des Ecoles Marseillaises
- Président de la société JEB Advisory

#### Mandats échus au cours des 5 dernières années :

Néant

### Géraldine LEVEAU

#### Biographie

Titulaire d'une maîtrise de droit public et d'un DESS en administration du politique de l'université Panthéon-Sorbonne (Paris-I), Géraldine LEVEAU est Secrétaire générale adjointe pour l'investissement, en charge de France 2030, depuis le 25 mai 2021.

Avant cela, elle a notamment travaillé à la région Île-de-France en tant que chargée de mission entre 2005 et 2011 et a entre autres officié pendant 4 ans à l'agence de développement économique et d'innovation Paris Région, comme responsable du Réseau régional de l'innovation.

Elle a rejoint la Direction générale des Entreprises en 2016 d'abord comme adjointe au chef du bureau de l'innovation, de la R&D et de la propriété industrielle puis comme directrice de projets Ecosystèmes d'innovation et start-ups. Elle a été conseillère en charge de l'innovation, des start-ups et du numérique au cabinet de Frédérique Vidal d'août 2020 à sa prise de fonction au SGPI.

#### Mandats en cours :

- Représentante de l'Etat au conseil d'administration d'Euroapi

#### Mandats échus au cours des 5 dernières années :

Néant

## David HELM

### Biographie

David HELM est le chef du pôle propriété industrielle et financement de l'innovation à la sous-direction de l'innovation de la Direction générale des Entreprises depuis le 1<sup>er</sup> mai 2023. Titulaire d'une maîtrise d'histoire médiévale de l'université Paris I-Panthéon-Sorbonne et d'un DEA d'histoire médiévale de l'université de Versailles-Saint Quentin, agrégé d'histoire, il est ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure Lettres et sciences Humaines et de l'Ecole Nationale d'Administration.

Il a été enseignant dans le secondaire de 2005 à 2012, adjoint au chef du bureau des biens et services culturels à la DGCCRF de 2015 à 2017, chef du bureau du droit international public au ministère des Armées de 2017 à 2021 et directeur de projets chargé des investissements étrangers et de l'évaluation des menaces au SISSE (service de l'intelligence et de la sécurité économiques, DGE) de 2021 à 2023.

### Mandats en cours :

- Membre expert au comité innovation de Bpifrance

### Mandats échus au cours des 5 dernières années :

Néant

## Simon PINEAU

### Biographie

Simon Pineau est chef du bureau de l'énergie, des participations, de l'industrie et de l'innovation à la Direction du budget au sein du ministère chargé des comptes publics, depuis mai 2024. Diplômé de l'ESSEC et de Sciences Po, il a auparavant occupé différents postes à la Direction du budget, d'abord chargé de la synthèse des prévisions des finances de l'Etat (2019-2021), puis de la tutelle d'établissements publics et de suivi de projets d'infrastructures publiques de transport (2021-2024).

### Mandats en cours :

- Administrateur de l'Institut Polytechnique de Paris (IP Paris)
- Administrateur d'Institut-Mines-Télécom (IMT)
- Administrateur du Groupe des Ecoles Nationales d'Economie et Statistiques (GENES)

### Mandats échus au cours des 5 dernières années :

- Membre du comité des engagements et des risques de la Société du Canal Seine-Nord Europe (SCSNE) (2021-2024).

## Estelle DHONT PELTRAULT

### Biographie

Ancienne élève de l'Ecole Nationale Supérieure de Cachan et docteure en sciences économiques, Estelle DHONT-PELTRAULT est cheffe du service de l'innovation, du transfert de technologie et de l'action régionale à la Direction générale de la Recherche et de l'Innovation depuis le 19 décembre 2023.

Elle a auparavant été professeure agrégée d'économie et gestion (2002-2004) puis chargée d'études économiques au ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (2004-2008) et chargée de mission au Centre d'Analyse Stratégique auprès du Premier ministre (2008-2012).

Elle a rejoint la Direction générale du Trésor en 2012 où elle a occupé d'abord les fonctions d'adjointe au chef du bureau « politique industrielle, recherche et innovation », puis d'adjointe au chef du bureau « marché du travail et politiques de l'emploi » avant de devenir cheffe du bureau « activités tertiaires et concurrence » jusqu'en 2018.

Elle a rejoint par la suite la Direction générale de la Recherche et de l'Innovation en tant que chargée de mission "économie de la recherche et de l'innovation", avant de devenir en 2020 adjointe au chef du service de l'innovation, du transfert de technologie et de l'action régionale.

### Mandats en cours :

- Commissaire du Gouvernement auprès de l'Association Nationale de la recherche technologique (ANRT)

### Mandats échus au cours des 5 dernières années :

Néant

## 1.6. COMMISSAIRES AUX COMPTES AU 31 DÉCEMBRE 2024

**Forvis Mazars**

**Représenté par Matthew BROWN**

**61 rue Henri Regnault**

**92400 Courbevoie**

Membre de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles.

Le mandat de Forvis Mazars (anciennement Mazars) a été renouvelé par le conseil d'administration le 22 mars 2023, pour une durée de 6 exercices, soit jusqu'à l'exercice clos le 31 décembre 2028.

**KPMG SA**

**Représenté par Ulrich SARFATI**

**2, avenue Gambetta**

**92066 Paris La Défense Cedex**

Membre de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles.

Le mandat de KPMG SA a également été renouvelé par le conseil d'administration le 22 mars 2023, pour une durée de 6 exercices, soit jusqu'à l'exercice clos le 31 décembre 2028.

## 1.7. RAPPORT D'ACTIVITÉ AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

### 1.7.1. Faits marquants de l'EPIC Bpifrance et du Groupe Bpifrance

#### I. Faits marquants concernant l'EPIC Bpifrance

##### Financement des projets d'innovation par France 2030

- En 2024, l'EPIC Bpifrance demeure l'un des premiers opérateurs de France 2030 avec la poursuite du déploiement de nombreux dispositifs d'envergure.
- Le plan d'investissement France 2030 présenté le 12 octobre 2021 par le président de la République traduit une double ambition : **(i)** transformer durablement des secteurs clés de l'économie française par l'innovation technologique et **(ii)** positionner la France en leader du monde de demain. Doté de 54 Md€, dont 20 Md€ issus du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) 4 dont il poursuit les engagements, le plan d'investissement France 2030 est piloté par le Secrétariat général pour l'investissement et mis en œuvre par l'Agence de la transition écologique, l'Agence nationale de la recherche, la Caisse des Dépôts, l'EPIC Bpifrance (comme opérateur) et Bpifrance (comme gestionnaire).

##### Financement de l'innovation par le Fonds pour l'Innovation et l'Industrie (FII)

- Depuis 2023, le Fonds pour l'Innovation et l'Industrie est en gestion extinctive. L'Etat a repris les actifs constituant le patrimoine du FII (actions EDF, actions TSA et dotations en numéraire) en 2023, n'empêchant toutefois pas la poursuite du déploiement de ressources à destination des programmes d'innovation visés, avec notamment des décaissements à destination des opérateurs des dispositifs d'innovation financés par le FII à hauteur de 20 M€ en 2024 (contre 21 M€ en 2023).

- En application de la mise en gestion extinctive du FII, l'EPIC Bpifrance a versé à l'Etat les revenus disponibles qui n'avaient pas été programmés, soit un montant de 308,6 M€.

#### Dividendes versés par la société anonyme Bpifrance

- En 2024 la société anonyme Bpifrance a versé à l'EPIC Bpifrance 194,0 M€ de dividendes : 133,8 M€ au titre du solde de dividendes de l'exercice 2023 et 60,2 M€ d'acompte sur dividendes au titre de l'exercice 2024.
- L'EPIC Bpifrance a versé un dividende de 194,0 M€ à son actionnaire (Etat) en juillet 2024.

#### II. Faits marquants concernant la société anonyme Bpifrance

Les faits marquants, l'activité, les comptes au 31 décembre 2024 et les perspectives 2025 de la société anonyme Bpifrance sont consultables dans le document d'enregistrement universel de Bpifrance, publié sur le site internet de Bpifrance ([www.bpifrance.fr](http://www.bpifrance.fr), rubrique « Investisseurs »).

#### III. Faits marquants postérieurs à la clôture de l'exercice 2024

Néant.



## 1.7.2. Activité et chiffres clés

L'EPIC Bpifrance exerce 4 missions principales :

- il porte la participation de l'Etat, avec la Caisse des Dépôts, dans le capital de la société anonyme Bpifrance et a veillé en 2024 à cet effet à la bonne utilisation du patrimoine de l'Etat ;
- il opère une mission de garantie des émissions obligataires effectuées par la société anonyme Bpifrance. Dans ce cadre, l'EPIC Bpifrance ainsi que les émissions obligataires de la société anonyme Bpifrance bénéficient de notations alignées sur celles de l'Etat ;
- il est opérateur dans la mise en œuvre de conventions conclues avec l'Etat, notamment dans le cadre du PIA/ France 2030 ;
- il gère les dispositifs financés par le Fonds pour l'Innovation et l'Industrie.

Les ressources de l'EPIC Bpifrance lui permettant d'exercer son activité sont constituées par :

- le montant des rémunérations qui lui sont versées par les sociétés dans lesquelles il détient une participation ou toute société dont l'Etat détient, directement ou indirectement, au moins 50 % du capital, en paiement des prestations et services qu'il assure pour leur compte ;
- les dividendes et autres produits des participations qu'il détient ;
- la rémunération des missions qu'il exerce directement en son nom propre ou pour compte de tiers ;
- des concours financiers de l'Etat et des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics ;
- tous autres concours financiers.

L'EPIC Bpifrance peut en outre procéder à une offre au public de titres financiers et émettre tout titre représentatif d'un droit de créance.

Les engagements en garantie de l'EPIC Bpifrance auprès de la société anonyme Bpifrance représentent un montant de 58,9 Md€ au 31 décembre 2024 qui se décompose de la manière suivante :

- 45,9 Md€ au titre d'emprunts obligataires effectués dans le cadre des programmes EMTN (dont 3,5 Md€ au titre des intérêts) ;
- 5,0 M€ au titre d'emprunts bilatéraux (dont 77 K€ au titre des intérêts) ;
- 4,0 Md€ au titre du programme NEU MTN ;
- 9,0 Md€ au titre du programme NEU CP/ EUR CP.

Les ressources obligataires à moyen-long terme recrutées par la société anonyme Bpifrance en 2024 représentent un total d'émissions sur l'année de 10,5 Md€.

Le prospectus qui régit ce programme a fait l'objet d'un supplément en date du 12 juin 2024 pour indiquer que le plafond du programme EMTN a été porté de 45 à 50 Md€.

Le programme EMTN a ainsi représenté 96 % du refinancement à moyen et long terme effectué en 2024 par la société anonyme Bpifrance.

Au total, la répartition des encours de refinancement selon les prêteurs est alors la suivante au 31 décembre 2024 :

- les investisseurs dans les programmes EMTN et NEU MTN représentent 72,4 % des encours ;
- la Caisse des Dépôts, 0,01 % et ;
- l'EPIC Bpifrance, 0,3 %.

L'encours des refinancements interbancaires à court terme (certificats de dépôts et titres donnés en pension livrée) s'établit à 16,1 Md€ au 31 décembre 2024, contre 13,4 Md€ au 31 décembre 2023, soit une augmentation de 20 %.

Cette augmentation est notamment due aux titres donnés en pension qui s'élèvent à 9,56 Md€ au 31 décembre 2024, contre 7,08 Md€ au 31 décembre 2023, soit une progression de 35 %.

Au 31 décembre 2024, la répartition selon l'origine des ressources du financement à moyen et long terme des concours à la clientèle, soit 43 Md€ d'encours, est la suivante :

- 42,9 Md€, soit 99,6 %, de ressources recrutées sur le marché financier dans le cadre des programmes EMTN et NEU MTN ;
- 0,05 Md€, soit 0,01 %, d'emprunts contractuels auprès d'institutions financières disposant de ressources provenant des dépôts LDD ;
- 0,2 Md€, soit 0,4 %, de ressources publiques provenant essentiellement du « Programme d'Investissements d'Avenir », par l'intermédiaire de l'EPIC Bpifrance ;

Le remboursement des refinancements à moyen terme auprès de la BCE (TLTRO) a été intégralement finalisé en 2024.

Les ressources adossées à l'activité de garantie exercée par la société anonyme Bpifrance et par Bpifrance Régions, d'un montant de 7,08 Md€ au 31 décembre 2024, sont en très légère augmentation par rapport à 2023.

Les encours des certificats de dépôt atteignaient quant à eux un montant de 6,6 Md€ au 31 décembre 2024, contre un montant de 6,03 Md€ au 31 décembre 2023.



### 1.7.3. Perspectives pour 2025

En 2025, l'EPIC Bpifrance continuera d'assurer sa mission d'intérêt général, à savoir, promouvoir et soutenir l'innovation, contribuer au transfert de technologies et favoriser le développement et le financement des PME.

Cette action sera poursuivie en particulier au travers des conventions conclues par l'EPIC Bpifrance et la société anonyme Bpifrance en application des I et III de l'article 6 de l'ordonnance n°2005-722 du 29 juin 2005 relative à la Banque Publique d'Investissement et par la garantie du plan de financement 2025 de la société anonyme Bpifrance. Ce plan autorise la conclusion d'opérations d'endettement à moyen et long terme, par emprunt obligataire sous programmes EMTN/NEU MTN et par emprunts bilatéraux.

### 1.7.4. Données financières et résultats de l'EPIC Bpifrance

#### Les comptes consolidés de l'EPIC Bpifrance

La présentation des comptes consolidés de l'EPIC Bpifrance suit les règles applicables aux sociétés industrielles et commerciales, conformément au décret n°2015-1498 du 18 novembre 2015 portant statuts de l'établissement public Bpifrance et définissant les modalités particulières du contrôle de l'Etat.

Les comptes consolidés de l'EPIC Bpifrance comprennent les comptes consolidés de la société anonyme Bpifrance par mise en équivalence. Le total du bilan représente un montant de 37,4 Md€ contre 41,6 Md€ en 2023. Cette diminution est principalement due à la contraction de la quote-part EPIC de l'actif net de la société anonyme Bpifrance (14,9 Md€ au 31 décembre 2023 à 14,1 Md€ au 31 décembre 2024) et à la réception par l'EPIC de 3,3 Md€ de dotations du plan France 2030, diminuant d'autant les dotations à recevoir de l'Etat.

Le résultat consolidé est principalement constitué par l'intégration de la quote-part de résultat de la société anonyme Bpifrance pour un montant de 439,9 M€ (contre 534,0 M€ en 2023). Les dividendes perçus de la société anonyme Bpifrance sont neutralisés du fait de la mise en équivalence.

Le résultat consolidé de l'EPIC comprend également les opérations suivantes :

- les produits issus des commissions de garantie des émissions de la société anonyme Bpifrance pour 60,0 M€ ;
- les charges de dépréciations de créances du FII pour 36,0 M€ liées à l'utilisation des fonds par les bénéficiaires.

**Le résultat net part du groupe est de 435,2 M€ contre 190,6 M€ en 2023.**

#### Les comptes individuels de l'EPIC Bpifrance

Les comptes individuels publiés de l'EPIC Bpifrance sont présentés conformément au Plan Comptable Général.

L'EPIC Bpifrance a reçu de la société anonyme Bpifrance en juillet 2024 un solde de dividendes 2023 de 133,8 M€ et en décembre 2024 un acompte sur dividendes 2024 de 60,2 M€.

Ces montants, comptabilisés dans le résultat financier, viennent s'ajouter à 60,0 M€ représentant la rémunération de la garantie consentie par l'EPIC Bpifrance à la société anonyme Bpifrance dans le cadre de ses émissions de titres

de créance. Les revenus nets de l'EPIC Bpifrance sont notamment diminués des dépréciations de créances constatées sur l'actif du FII pour 36,0 M€ ainsi que par le financement des dispositifs de la société anonyme Bpifrance :

- 12,2 M€ de charges liées à la consommation des dotations pour France Nation Verte ;
- 0,7 M€ de charges liées au versement de la 1ère tranche de financement de l'Académie de l'Export.

Les charges d'exploitation de l'EPIC Bpifrance (16,3 M€) représentent principalement le prélèvement des intérêts capitalisés dans le fonds de réserve (14,6 M€) et crédités dans les fonds de garantie conformément à l'article 3-1 de la convention de constitution et de fonctionnement des fonds de réserve. Le solde des charges d'exploitation correspond essentiellement à (i) la facturation de moyens mis à disposition de l'EPIC Bpifrance par la société anonyme Bpifrance et par Bpifrance Investissement et à (ii) la charge de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

#### Le résultat net social de l'EPIC Bpifrance s'élève à 206,3 M€.

L'EPIC Bpifrance dispose d'un bilan qui s'établit à 38,6 Md€ au 31 décembre 2024 (contre 41,2 Md€ au 31 décembre 2023). Cette diminution est principalement liée au déploiement du plan France 2030.

A l'actif, la participation de l'EPIC Bpifrance dans la société anonyme Bpifrance s'élève à 10,4 Md€.

Pour rappel, l'actif patrimonial du Fonds pour l'Innovation et l'Industrie (actions TSA, actions EDF et dotation en numéraire) a été repris en intégralité par l'Etat en 2023, engendrant une diminution de l'actif de l'ordre de 12,1 Md€ sur cet exercice.

Les engagements hors bilan de l'EPIC (qui traduisent les garanties données ou engagements) sont en hausse de 8,8 Md€, à 58,9 Md€ au 31 décembre 2024 (contre 50,1 Md€ au 31 décembre 2023). Cette forte augmentation est la conséquence de l'accroissement de l'activité du groupe Bpifrance en faveur des entreprises.

Le 21 mars 2025,

Par le Président-Directeur général de l'EPIC Bpifrance,  
Christian BODIN



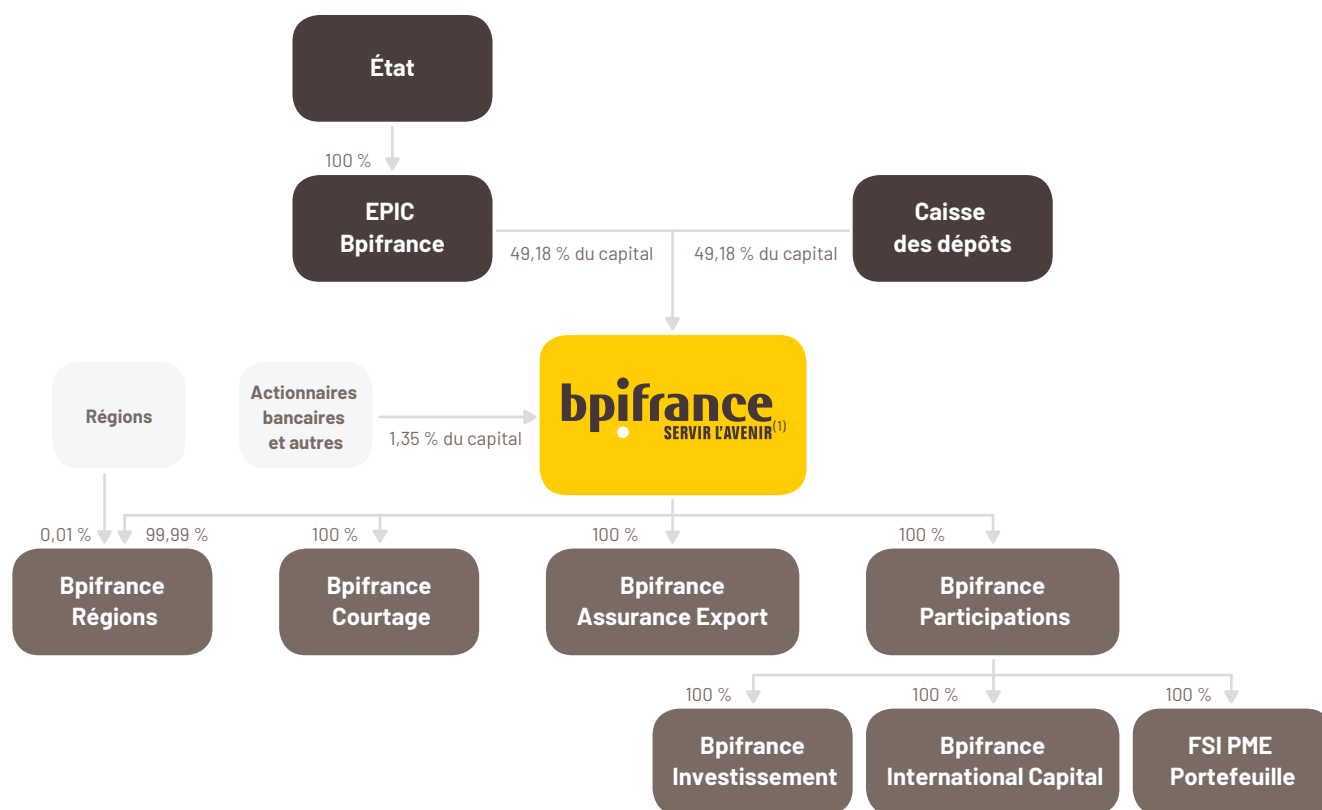


# ORGANIGRAMMES DE BPIFRANCE

## 2.1. ORGANIGRAMME CAPITALISTIQUE DU GROUPE BPIFRANCE ..... 20

## 2.1. ORGANIGRAMME CAPITALISTIQUE DU GROUPE BPIFRANCE

Organigramme du groupe Bpifrance au 31 décembre 2024



(1) Bpifrance détient 0,29% de son capital

**Note :** au 31 décembre 2024, l'EPIC Bpifrance détenait 49,18% du capital et 49,32% du total des droits de vote exerçables en assemblée générale d'actionnaires de la société anonyme Bpifrance. Le montant de ce pourcentage de droits de vote (légèrement supérieur à la quote-part de capital détenue) s'explique par le fait que la société anonyme Bpifrance détient, au 31 décembre 2024, environ 0,29% de son capital ; ces actions auto-détenues sont privées de droit de vote en application du quatrième alinéa de l'article L. 225-210 du Code de commerce.

Ci-dessous la répartition du capital de la société anonyme Bpifrance, telle qu'elle figure en page 18 de son Document d'enregistrement universel :

### Répartition du capital et des droits de vote de Bpifrance sur 3 ans<sup>(1)</sup>

	au 31 décembre 2024				au 31 décembre 2023				au 31 décembre 2022			
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote théoriques <sup>(1)</sup>	% des droits de vote exerçables en AG	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote théoriques <sup>(1)</sup>	% des droits de vote exerçables en AG	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote théoriques <sup>(1)</sup>	% des droits de vote exerçables en AG
EPIC Bpifrance <sup>(2)</sup>	334 434 120	49,18%	49,18%	49,32%	334 434 120	49,18%	49,18%	49,32%	334 434 120	49,18%	49,18%	49,32%
Caisse des Dépôts	334 434 120	49,18%	49,18%	49,32%	334 434 120	49,18%	49,18%	49,32%	334 434 120	49,18%	49,18%	49,32%
Actionnaires bancaires et autres	9 197 611	1,35%	1,35%	1,36%	9 197 446	1,35%	1,35%	1,36%	9 197 446	1,35%	1,35%	1,36%
Actions auto-détenues <sup>(3)</sup>	1 934 149	0,29%	0,29%	0,00%	1 934 314	0,29%	0,29%	0,00%	1 934 314	0,29%	0,29%	0,00%
<b>TOTAL</b>	<b>680 000 000</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>680 000 000</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>680 000 000</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

<sup>(1)</sup> Conforme à la position-recommandation AMF DOC-2021-02 (cf. section 16 du guide d'élaboration des documents d'enregistrements universels).

<sup>(2)</sup> En ce inclus une action prêtée à l'État français.

<sup>(3)</sup> Conformément à l'article 223-11 du règlement général de l'AMF, des droits de vote sont associés aux actions auto-détenues pour le calcul du nombre total de droits de vote ; ces actions sont dépourvues de droits de vote en Assemblée générale.

L'organigramme fonctionnel de Bpifrance et l'organigramme du Réseau de Bpifrance sont joints respectivement en Annexe 6.1 et en Annexe 6.2.



# COMPTES CONSOLIDÉS

**3.1. COMPTES CONSOLIDÉS  
AU 31 DÉCEMBRE 2024 ..... 22**

**3.2. ANNEXE AUX COMPTES  
CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2024 27**

## 3.1. COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2024

### Bilan consolidé publiable de l'EPIC Bpifrance

ACTIF (en M€)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Ecart d'acquisition		0,0	0,0
Immobilisations incorporelles		0,0	0,0
Immobilisations corporelles		0,0	0,0
Immeubles de placement		0,0	0,0
Participations dans les entreprises mises en équivalence	6.1	14 128,6	14 882,8
Autres actifs financiers non courants	6.2	710,3	940,7
Actifs d'impôts différés		0,0	0,0
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>14 838,9</b>	<b>15 823,5</b>
Créances clients et créances diverses	6.3	14 744,7	18 036,3
Actifs d'impôts courants		13,5	16,6
Autres actifs financiers courants	6.2	185,3	88,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.4	7 594,6	7 640,5
<b>ACTIFS COURANTS</b>		<b>22 538,1</b>	<b>25 781,4</b>
Actifs destinés à être cédés		0,0	0,0
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>37 377,1</b>	<b>41 604,9</b>

PASSIF (en M€)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Capital et réserves liées		7 135,4	7 135,4
Réserves consolidées		7 446,8	7 382,0
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-63,2	1 005,2
Résultat		435,2	190,6
<b>CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE</b>		<b>14 954,3</b>	<b>15 713,2</b>
Intérêts minoritaires		0,0	0,0
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		<b>14 954,3</b>	<b>15 713,2</b>
Dettes financières auprès des Etablissements de crédit		0,0	0,0
Dettes financières diverses	6.5	0,0	185,0
Passifs d'impôts différés		53,6	36,5
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>		<b>53,6</b>	<b>221,5</b>
Dettes financières auprès des Etablissements de crédit		0,0	0,0
Dettes financières diverses	6.5	185,3	88,0
Autres passifs financiers	6.6	22 179,0	25 554,3
Passifs d'impôts courants		1,1	9,2
Dettes fournisseurs et dettes diverses	6.7	3,7	18,6
<b>PASSIFS COURANTS</b>		<b>22 369,1</b>	<b>25 670,1</b>
Passifs destinés à être cédés		0,0	0,0
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>37 377,1</b>	<b>41 604,9</b>

## Compte de résultat consolidé publiable de l'EPIC Bpifrance

(en M€)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Produits de l'activité ordinaire		0,0	0,0
Autres produits et charges de l'activité		0,0	0,0
Impôts et taxes	7.1	-0,2	-0,3
Charges de personnel		0,0	0,0
Achats consommés et charges externes	7.1	-29,0	-59,7
Dotations aux amortissements		0,0	0,0
Dotations ou reprises de provisions		0,0	0,0
Autres produits et charges d'exploitation		0,0	0,0
<b>RESULTAT OPERATIONNEL AVANT AUTRES PRODUITS ET CHARGES</b>		<b>-29,2</b>	<b>-60,0</b>
Pertes de valeur sur les entreprises mises en équivalence		0,0	0,0
Autres produits et charges opérationnels		0,0	0,0
Résultat de cession sur titres consolidés		0,0	0,0
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>		<b>-29,2</b>	<b>-60,0</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	7.2	439,9	534,0
<b>RESULTAT OPERATIONNEL APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES ENTREPRISES MEE</b>		<b>410,7</b>	<b>474,0</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7.3	0,7	1,2
Coût de l'endettement financier brut	7.3	-0,7	-1,2
<b>COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>		<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Autres produits et charges financiers	7.4	40,9	-265,6
Impôts		-16,4	-17,7
<b>RESULTAT NET AVANT RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ARRÊTÉES OU EN COURS DE CESSION</b>		<b>435,2</b>	<b>190,6</b>
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		0,0	0,0
<b>RESULTAT NET</b>		<b>435,2</b>	<b>190,6</b>
Intérêts minoritaires		0,0	0,0
<b>RESULTAT NET - PART DU GROUPE</b>		<b>435,2</b>	<b>190,6</b>

## Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres de l'EPIC Bpifrance

(en M€)	31/12/2024	31/12/2023
<b>RESULTAT NET</b>	<b>435,2</b>	<b>190,6</b>
<b>Eléments pouvant être reclassés (recyclables) en résultat net</b>		
<i>Ecart de conversion</i>	0,0	0,0
<i>Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>	0,0	0,0
<i>Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables</i>	0,0	0,0
<i>Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence</i>	25,9	-21,0
<i>Autres éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables</i>	0,0	0,0
<i>Impôts liés</i>	0,0	0,0
<b>Eléments ne pouvant pas être reclassés (non recyclables) en résultat net</b>		
<i>Réévaluation des immobilisations</i>	0,0	0,0
<i>Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies</i>	0,0	0,0
<i>Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat</i>	0,0	0,0
<i>Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres</i>	0,0	925,2
<i>Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence non recyclables</i>	-1 010,1	1 045,4
<i>Autres éléments comptabilisés par capitaux propres non recyclables</i>	0,0	0,0
<i>Impôts liés</i>	0,0	0,0
<b>TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>	<b>-984,2</b>	<b>1 949,6</b>
<b>RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>	<b>-549,0</b>	<b>2 140,2</b>
<i>Dont part du groupe</i>	-549,0	2 140,2
<i>Dont part des intérêts minoritaires</i>	0,0	0,0
<b>MONTANT DU TRANSFERT EN RÉSERVE D'ÉLÉMENTS NON RECYCLABLES</b>	<b>80,8</b>	<b>3 137,3</b>



## Tableau de variation des capitaux propres

(en M€)	Capital et réserves liées	Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net part du groupe	Total capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
<b>SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2022</b>	<b>22 136,9</b>	<b>3 659,5</b>	<b>2 205,0</b>	<b>880,4</b>	<b>28 881,8</b>	<b>0,0</b>	<b>28 881,8</b>
Résultat affecté aux réserves	0,0	880,4	0,0	-880,4	0,0	0,0	0,0
Distribution de dividendes	0,0	-260,0	0,0	0,0	-260,0	0,0	-260,0
Réduction du capital	-15 001,5	0,0	0,0	0,0	-15 001,5	0,0	-15 001,5
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0,0	3 137,3	-1 154,9	0,0	1 982,4	0,0	1 982,4
<i>Variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres non recyclables</i>	0,0	0,0	1 966,2	0,0	1 966,2	0,0	1 966,2
Variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres recyclables	0,0	0,0	16,2	0,0	16,2	0,0	16,2
Cession d'instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	0,0	3 137,3	-3 137,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Résultat de l'exercice	0,0	0,0	0,0	190,6	190,6	0,0	190,6
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	0,0	0,0	4,5	0,0	4,5	0,0	4,5
Ecarts de conversion	0,0	0,0	-37,3	0,0	-37,3	0,0	-37,3
Variation des pourcentages d'intérêt	0,0	-27,3	-12,1	0,0	-39,4	0,0	-39,4
Autres mouvements	0,0	-7,9	0,0	0,0	-7,9	0,0	-7,9
<b>SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2023</b>	<b>7 135,4</b>	<b>7 382,0</b>	<b>1 005,2</b>	<b>190,6</b>	<b>15 713,2</b>	<b>0,0</b>	<b>15 713,2</b>
Résultat affecté aux réserves	0,0	190,6	0,0	-190,6	0,0	0,0	0,0
Distribution de dividendes	0,0	-194,0	0,0	0,0	-194,0	0,0	-194,0
Réduction du capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0,0	80,4	-1 107,0	0,0	-1 026,5	0,0	-1 026,5
<i>Variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres non recyclables</i>	0,0	0,0	-1 008,3	0,0	-1 008,3	0,0	-1 008,3
<i>Variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres recyclables</i>	0,0	0,0	-18,3	0,0	-18,3	0,0	-18,3
<i>Cession d'instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>	0,0	80,4	-80,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Résultat de l'exercice	0,0	0,0	0,0	435,2	435,2	0,0	435,2
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	0,0	0,0	-1,8	0,0	-1,8	0,0	-1,8
Ecarts de conversion	0,0	0,0	44,2	0,0	44,2	0,0	44,2
Variation des pourcentages d'intérêt	0,0	-1,0	-3,7	0,0	-4,8	0,0	-4,8
Autres mouvements	0,0	-11,3	0,0	0,0	-11,3	0,0	-11,3
<b>SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2024</b>	<b>7 135,4</b>	<b>7 446,8</b>	<b>-63,2</b>	<b>435,2</b>	<b>14 954,3</b>	<b>0,0</b>	<b>14 954,3</b>

### Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Le **flux net de trésorerie généré par l'activité** est représentatif des activités génératrices de produits du Groupe.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie relatifs à l'acquisition et à la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, des immobilisations corporelles et incorporelles et des immeubles de placement.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** correspond à la trésorerie et équivalents de trésorerie (cf. note 6.4).

### Tableau des flux de trésorerie de l'EPIC Bpifrance

(en M€)		31/12/2024	31/12/2023
<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ</b>		<b>435,2</b>	<b>190,6</b>
Dotations nettes aux amortissements et provisions		-16,7	0,0
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		0,0	0,0
Autres produits et charges calculés		0,0	0,0
Plus et moins-values de cession		0,0	0,0
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		-439,9	-534,0
Dividendes (titres non consolidés)		0,0	0,0
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		0,0	0,0
Coût de l'endettement financier net		0,0	0,0
Charge d'impôt (y compris impôts différés)		16,4	17,7
Autres mouvements		0,0	0,0
<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔT</b>	<b>(A)</b>	<b>-4,9</b>	<b>-325,6</b>
Impôts versés	(B)	-4,3	0,4
Variation du besoin en fonds de roulement (BFR)	(C)	3 276,6	-1 293,5
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ</b>	<b>(D) = (A+B+C)</b>	<b>3 267,4</b>	<b>-1 618,7</b>
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		0,0	0,0
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		0,0	0,0
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		0,0	0,0
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières		0,0	91,9
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		194,0	260,9
Variation des prêts et avances consentis		149,7	3 942,2
Autres flux liés aux opérations d'investissement		0,0	0,0
<b>TOTAL FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(E)</b>	<b>343,7</b>	<b>4 295,0</b>
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentation de capital (réduction de capital)			
• versées par les actionnaires de la société mère		0,0	-3 500,0
• versées par les minoritaires des sociétés intégrées		0,0	0,0
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice			
• dividendes versés aux actionnaires de la société mère		-194,0	-260,0
• dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		0,0	0,0
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		0,0	87,6
Remboursements d'emprunts		-87,6	-526,6
Intérêts financiers nets versés		-0,1	-0,1
Autres flux liés aux opérations de financement		-3 375,3	2 094,9
<b>TOTAL FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>(F)</b>	<b>-3 657,0</b>	<b>-2 104,1</b>
<b>AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>(D+E+F)</b>	<b>-45,9</b>	<b>572,2</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		7 640,5	7 068,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		7 594,6	7 640,5
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE</b>		<b>-45,9</b>	<b>572,2</b>

## 3.2. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2024

### Annexe comptable

Note 1 - Faits significatifs de l'exercice et événements postérieurs à la clôture	28	Note 8 - Exposition, gestion et mesure des risques	37
Note 2 - Normes comptables applicables	28	Note 9 - Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités	39
Note 3 - Principes et méthodes de consolidation	29	Note 10 - Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration	43
Note 4 - Périmètre de consolidation	30	Note 11 - Information sectorielle	43
Note 5 - Principes comptables et métho des d'évaluation	30	Note 12 - Engagements de financement et de garantie	44
Note 6 - Notes relatives au bilan	33	Note 13 - Autres informations	44
Note 7 - Notes relatives au compte de résultat	36		

## **Note 1 - Faits significatifs de l'exercice et événements postérieurs à la clôture**

### **1.1. Faits significatifs de l'exercice**

Aucun fait significatif n'est intervenu au cours de l'exercice.

### **1.2. Événements postérieurs à la clôture**

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture des comptes.

## **Note 2 - Normes comptables applicables**

### **2.1. Normes comptables applicables au 31 décembre 2024**

Les états financiers consolidés 2024 sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable au 31 décembre 2024.

Les nouvelles normes, amendements ou interprétations d'application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 n'ont pas eu d'incidence matérielle sur les comptes au 31 décembre 2024.

Le Groupe n'applique pas les normes, amendements et interprétations dont l'application n'est qu'optionnelle au 31 décembre 2024.

### **2.2. Normes comptables que le groupe appliquera dans le futur**

L'Union européenne a adopté de nouvelles normes qui entreront en vigueur de manière obligatoire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

L'application de ces nouvelles dispositions ne devrait pas avoir d'incidence matérielle sur les comptes consolidés du Groupe.

## Note 3 - Principes et méthodes de consolidation

En application du règlement CE n°1606/2002, les comptes consolidés du groupe sont établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS en vigueur au sein de l'Union européenne au 31 décembre 2024.

### 3.1. Principes de consolidation

#### Principe général

Les états financiers consolidés de l'EPIC Bpifrance regroupent l'ensemble des entreprises que le Groupe contrôle ou sur lesquelles il exerce une influence notable.

#### Notion de contrôle

La notion de contrôle s'apprécie quelle que soit la nature des liens entre le Groupe et l'entité faisant l'objet d'un investissement. Le contrôle se caractérise lorsque le Groupe est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient.

Par conséquent le groupe contrôle une filiale si et seulement si les trois éléments suivants sont réunis :

- Le Groupe dispose du pouvoir, lorsque qu'il est en possession des droits effectifs à diriger les activités pertinentes de la filiale,
- Le Groupe est exposé ou a droit à des rendements variables, lorsque les rendements peuvent varier selon la performance de la filiale,

- Le Groupe a la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influencer sur le montant des rendements variables qu'il obtient.

Le contrôle conjoint est le partage contractuel du contrôle exercé sur un partenariat qui peut être soit une activité conjointe, soit une coentreprise. Ce contrôle conjoint n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de l'entreprise associée, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques. Cette situation est présumée lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement, 20% ou plus des droits de vote. Elle peut également résulter, par exemple, d'une représentation au sein du Conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent, d'une participation au processus d'élaboration des politiques, de transactions significatives entre le Groupe et l'entreprise associée, d'échange de personnel de direction ou de fourniture d'informations techniques essentielles.

### 3.2. Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation résultent de la nature du contrôle exercé par le Groupe sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité.

Les comptes des entreprises sous contrôle exclusif, y compris les entreprises à structure de comptes différente, sont consolidés par la méthode de l'intégration globale.

Les participations sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint ou une influence notable sont comptabilisées par la méthode de la mise en équivalence.

### 3.3. Participations dans les entreprises mises en équivalence

La méthode de mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part que le Groupe détient dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées. Le compte de résultat reflète la quote-part du Groupe dans les résultats des entreprises mises en équivalence.

La totalité de la participation mise en équivalence (y compris les écarts d'acquisition) fait l'objet d'un test de dépréciation selon les dispositions de la norme IAS 36 relative à la dépréciation d'actifs, s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de la

participation et que ces événements ont un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés de la participation, qui peut être estimée de manière fiable.

La valeur comptable de la participation mise en équivalence est alors comparée à sa valeur recouvrable, à savoir la valeur la plus élevée entre d'une part la valeur d'utilité et d'autre part la juste valeur diminuée des coûts de vente.

Lorsqu'une dépréciation est constatée, elle est affectée à la participation mise en équivalence au bilan, ce qui autorise la reprise ultérieure de la dépréciation en cas d'amélioration de la valeur d'utilité ou de la valeur de marché.

### 3.4. Règles de consolidation

#### Retraitements et éliminations

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués lorsqu'ils sont significatifs.

Les dividendes intragroupes, les provisions sur titres consolidés, les plus-values d'opérations de cession interne et les amortissements dérogatoires sont neutralisés à hauteur de la quote-part détenue pour les entreprises mises en équivalence.

#### Écarts d'acquisition

Les actifs, passifs, passifs éventuels et éléments de hors-bilan identifiables des entités acquises sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Cette évaluation initiale peut être affinée dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition.

L'écart positif entre le coût d'acquisition de l'entité et la quote-part acquise de l'actif net ainsi réévalué est inscrit à l'actif du bilan consolidé au sein de la rubrique « Participations dans les entreprises mises en équivalence » lorsque l'entreprise acquise est mise en équivalence. Lorsque l'écart est négatif, il est immédiatement enregistré en résultat.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation irréversible de l'écart d'acquisition est enregistrée en résultat. La valeur recouvrable est généralement évaluée selon la méthode des flux de trésorerie actualisés.

### 3.5. Présentation des états financiers et date de clôture

#### Présentation des comptes consolidés

La présentation des états de synthèse utilisée est conforme à celle proposée par la recommandation n°2013-03 du 7 novembre 2013 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relative au format des comptes consolidés des entreprises établis selon les normes comptables internationales.

Les actifs et passifs du bilan sont ventilés en « Courant » et « Non courant », notions définies par IAS 1 « Présentation des états financiers ». Un actif ou un passif est classé en

« Courant » pour les réalisations ou les règlements qui s'effectueront notamment dans les douze mois à compter de la date de clôture. À l'inverse, les réalisations et les règlements qui s'effectueront plus de douze mois après la date de clôture sont classés en « Non courant ».

#### Date de clôture

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation clôturent leurs comptes annuels à la date du 31 décembre.

## Note 4 - Périmètre de consolidation

Le tableau ci-dessous identifie les entreprises consolidées, la fraction de leur capital détenu directement et indirectement, ainsi que leur méthode de consolidation.

L'EPIC Bpifrance exerçant un contrôle conjoint avec la CDC sur Bpifrance, il consolide par mise en équivalence cette co-entreprise, conformément à la norme IFRS 11 « Partenariats ».

Dénomination	Méthode de consolidation	31/12/2024 % d'intérêt	31/12/2024 % de droit de vote	31/12/2023 % de droit de vote
EPIC Bpifrance	Globale	100%	100%	100%
Groupe Bpifrance	Mise en équivalence	49,32%	49,32%	49,32%

## Note 5 - Principes comptables et méthodes d'évaluation

### 5.1. Détermination de la juste valeur

La norme IFRS 13 établit le cadre de la détermination de la juste valeur et fournit des indications sur la manière d'évaluer la juste valeur des actifs et des passifs, tant financiers que non financiers. Celle-ci correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre participants de marché à la date d'évaluation. La juste valeur est donc basée sur le prix de sortie.

Lors de sa comptabilisation initiale, la valeur d'un instrument financier est normalement le prix de négociation (c'est-à-dire la valeur de la contrepartie versée ou reçue).

Lors des évaluations ultérieures, la juste valeur des actifs et passifs doit être estimée et déterminée en ayant recours en priorité à des données de marché observables, tout en s'assurant que l'ensemble des paramètres qui composent cette juste valeur est convergeant avec le prix que les « intervenants de marché » utiliseraient lors d'une transaction.

## 5.1.1 • Hiérarchie des justes valeurs

### Les trois niveaux de juste valeur

La norme définit trois niveaux de juste valeur pour les instruments financiers et non financiers :

Niveau 1 : évaluation utilisant des cotations de marché sur marché liquide. Il s'agit d'instruments dont la juste valeur est déterminée à partir de cotations sur des marchés actifs.

Niveau 2 : évaluation utilisant des données de marché observables. Ce niveau de juste valeur regroupe les instruments cotés sur un marché inactif et les instruments évalués à partir d'une technique de valorisation utilisant des paramètres observables soit directement (prix), soit indirectement (dérivé de prix).

Niveau 3 : évaluation utilisant des données de marché non observables. Ce niveau regroupe les instruments valorisés à partir de modèles de valorisation non reconnus et/ou reposant sur des paramètres non observables sur le marché dès lors que ceux-ci sont susceptibles d'affecter significativement la valorisation.

### Transferts de niveaux de juste valeur

Les transferts entre les niveaux de juste valeur peuvent intervenir lorsque les instruments répondent aux critères de classification dans le nouveau niveau, ces critères étant dépendants des conditions de marché et des produits. Les changements d'observabilité, le passage du temps et les événements affectant la vie de l'instrument sont les principaux facteurs qui déclenchent les transferts. Les transferts sont réputés avoir été réalisés en fin de période.

## 5.1.2 • Techniques d'évaluation

### Cadre général

La meilleure estimation correspond au prix de marché de l'instrument lorsque celui-ci est traité sur un marché actif (cours cotés et diffusés). Le Groupe utilise le prix offert pour la juste valeur d'une position longue (actif) et le prix demandé pour une position courte (dette).

En l'absence de marché ou de données fiables, la juste valeur est déterminée par une méthode appropriée conforme aux méthodologies d'évaluation pratiquées sur les marchés financiers : référence à la valeur de marché d'un instrument comparable, modèles d'évaluation, et plus généralement actualisation des flux futurs estimés.

Les montants de juste valeur des actifs et passifs financiers représentent les estimations effectuées à la date d'arrêt. Celles-ci sont susceptibles de changer dans d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs. Les calculs effectués sont basés sur un certain nombre d'hypothèses. Dans la pratique, et dans une logique de continuité de l'activité, l'ensemble de ces instruments financiers ne fera pas l'objet d'une réalisation immédiate pour la valeur estimée.

## 5.2. Comptabilisation des actifs et passifs financiers

Tous les actifs et passifs financiers dans le champ d'application de la norme IFRS 9, à l'exception de ceux qui sont évalués à la juste valeur par résultat, sont enregistrés lors de leur comptabilisation initiale à la juste valeur majorée/minorée des coûts de transaction attribuables à leur acquisition. Les coûts de transaction des actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par résultat sont comptabilisés directement en résultat en date de comptabilisation initiale.

Le Groupe comptabilise les titres, les prêts et les emprunts au bilan à la date de règlement.

Les « Autres actifs financiers » comprennent les créances et prêts. En tant qu'instruments de dette détenus dans un modèle de gestion dont l'objectif est d'en collecter les flux de

trésorerie contractuels et pour lesquels les flux de trésorerie donnent uniquement lieu à des paiements de principal et d'intérêts sur le principal restant dû à des dates spécifiées (critère SPPI Solely Payment of Principal and Interests), ils sont comptabilisés au coût amorti et font l'objet d'une dépréciation déterminée selon une approche simplifiée dite de risque de crédit faible (« low credit risk »). Les intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et les intérêts courus sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat. Toutefois, le fonds de réserve et les créances relatives au Fonds pour l'Innovation et l'Industrie sont comptabilisés à la juste valeur par le résultat, leurs rémunérations ne respectant pas le critère SPPI.

## 5.3. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La rubrique « Trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les fonds en caisse et dépôts à vue, les placements à court terme (inférieurs à 3 mois), très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les équivalents de trésorerie sont détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme.

## 5.4. Dettes

Les dettes émises par le Groupe sont enregistrées initialement à leur coût qui correspond à la juste valeur des montants empruntés nette des frais de transaction. Ces dettes sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont enregistrées au bilan en « Dettes financières auprès des Etablissements de crédit » ou des « Dettes financières diverses ».

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

## 5.5. Décomptabilisation d'actifs et de passifs financiers

Le Groupe décomptabilise un actif financier lorsque les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif financier ont expiré, ou que ces droits contractuels ainsi que la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif ont été transférés. Les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont, le cas échéant, comptabilisés séparément en actifs ou passifs.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier dans son intégralité, un gain ou une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur de la contrepartie reçue, corrigée le cas échéant de tout profit ou perte latent qui aurait été antérieurement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le Groupe décomptabilise un passif financier seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

## 5.6. Provisions

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant de cette obligation est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que cette actualisation présente un caractère significatif.

## 5.7. Impôts courants et différés

### Impôt courant

La charge d'impôt sur le bénéfice exigible est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur en France, les sociétés du Groupe étant exclusivement situées en France.

Le résultat fiscal s'élève au 31 décembre 2024 à 4,5 M€.

### Impôt différé

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'existent des différences temporelles observées entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif.

La méthode du calcul global, qui consiste à appréhender tous les décalages temporaires quelle que soit la date à laquelle l'impôt deviendra exigible ou récupérable, est retenue pour le calcul des impôts différés.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant de textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra récupérable et exigible.

Les impositions différées sont compensées entre elles au niveau de chaque entité fiscale du Groupe consolidé. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que s'il est probable que l'entité concernée a une perspective de récupération sur un horizon déterminé.

Les impôts différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux afférents aux gains et pertes latents sur les actifs à la juste valeur par capitaux propres pour lesquels les impôts différés correspondants sont imputés sur les capitaux propres.

### Incertitude fiscale

Lorsque qu'il est probable qu'une position fiscale du Groupe ne sera pas acceptée par les autorités fiscales, cette situation est reflétée dans les comptes lors de la comptabilisation de l'impôt courant (exigible ou recouvrable) et de l'impôt différé (actif ou passif).



## 5.8. Coût de l'endettement financier net et Autres produits et charges financiers

Le coût de l'endettement financier net correspond à la somme des produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et du coût de l'endettement financier brut.

Les produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie sont constitués des revenus afférents aux éléments de trésorerie définis en 5.3.

Le coût de l'endettement financier brut est constitué de l'ensemble des coûts afférents aux passifs financiers.

Les autres produits et charges financiers sont constitués des produits et charges de nature financière qui ne sont pas de nature opérationnelle et ne font pas partie du coût de l'endettement financier net.

## 5.9. Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence

Bpifrance, dont les titres sont consolidés selon la méthode de la mise en équivalence, est considéré comme ayant une nature opérationnelle dans le prolongement de l'activité du Groupe.

Par conséquent, la quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence est présentée après le résultat opérationnel, conformément à la recommandation ANC n°2013-03 du 7 novembre 2013.

## 5.10. Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers exige la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Ces estimations utilisant les informations disponibles à la date de clôture font appel à l'exercice du jugement des gestionnaires. Les réalisations futures dépendent de nombreux facteurs, dont notamment la fluctuation des taux d'intérêt et de change, la conjoncture économique, la modification de la réglementation ou de la législation.

## Note 6 - Notes relatives au bilan

### 6.1. Participations dans les entreprises mises en équivalence

(en M€)	31/12/2024	
	Valeur de mise en équivalence	Dont écart d'évaluation/ d'acquisition
Groupe Bpifrance	14 128,6	85,5
<b>TOTAL DES PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE</b>	<b>14 128,6</b>	<b>85,5</b>

(en M€)	31/12/2023	
	Valeur de mise en équivalence	Dont écart d'évaluation/ d'acquisition
Groupe Bpifrance	14 882,8	88,1
<b>TOTAL DES PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE</b>	<b>14 882,8</b>	<b>88,1</b>

## 6.2. Autres actifs financiers

(en M€)	31/12/2024	31/12/2023
Prêts <sup>(1)</sup>	185,0	272,6
Dotation PPMTR <sup>(2)</sup>	48,2	47,0
Fonds de réserve <sup>(3)</sup>	632,3	630,7
Créances Fonds pour l'Innovation et l'Industrie <sup>(4)</sup>	29,4	65,4
Créances Subventions France Nation Verte	0,5	12,7
Créances rattachées	0,4	0,4
<b>TOTAL DES AUTRES ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>895,7</b>	<b>1 028,8</b>

<sup>(1)</sup> Remboursement à échéance de trois prêts consentis à Bpifrance : 87,6 M€ le 19 août 2024

<sup>(2)</sup> Prêts participatifs pour la modernisation et la transmission de la restauration.

<sup>(3)</sup> Fonds de réserve auprès de Bpifrance comptabilisé à la juste valeur par résultat

<sup>(4)</sup> Montants nets, ces créances sont dépréciées à hauteur de 58,7 M€ au 31 décembre 2024 et 75,3 M€ au 31 décembre 2023.

## 6.3. Créances clients et créances diverses

(en M€)	31/12/2024	31/12/2023
Commissions de garantie des émissions Bpifrance à recevoir	57,7	50,4
Intérêts à recevoir compte courant Etat-Agence France Trésor	0,1	0,2
Dotations à recevoir de l'Etat	14 686,9	17 985,7
• Projets structurants pour la compétitivité	98,5	98,5
• Accompagnement de filières	38,5	48,3
• PIA4 France 2030 Piave 2 (Projets industriels d'avenir)	300,0	300,0
• PIA4 France 2030 Aides Guichet	43,1	405,9
• PIA4 France 2030 Démonstration	2 208,0	2 630,0
• PIA4 France 2030 Aides Nationales	1 450,9	1 532,9
• PIA4 France 2030 Soutien au déploiement	2 910,0	3 745,0
• PIA4 France 2030 Maturation	1 135,0	1 395,0
• PIA4 France 2030 Industrialisation et déploiement	6 065,0	6 845,0
• PIA4 France 2030 Régionalisé	288,0	335,0
• PIA4 France 2030 Multicap Croissance 4	0,0	500,0
• PIA4 France 2030 Fonds National d'Amorçage 3	150,0	150,0
<b>TOTAL DES CRÉANCES CLIENTS ET CRÉANCES DIVERSES</b>	<b>14 744,7</b>	<b>18 036,3</b>

## 6.4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en M€)	31/12/2024	31/12/2023
Compte courant Etat - Agence France Trésor	36,2	73,6
Compte courant Etat - Agence France Trésor Investissements d'Avenir	7 386,0	7 096,0
Compte courant Etat - Agence France Trésor Innovation	38,3	366,7
Compte de Dépôts de Fonds au Trésor	134,1	104,2
<b>TOTAL DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>7 594,6</b>	<b>7 640,5</b>

## 6.5. Dettes financières diverses

(en M€)	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts (*)	185,0	272,6
Dettes rattachées	0,3	0,4
<b>TOTAL DES DETTES FINANCIÈRES DIVERSES</b>	<b>185,3</b>	<b>273,0</b>

(\*) Remboursement à échéance de trois prêts consentis par l'État : 87,6 M€ le 19 août 2024

## 6.6. Autres passifs financiers

(en M€)	31/12/2024	31/12/2023
Ressources publiques PIA et France 2030	22 073,0	25 081,6
Fonds Modernisation de la restauration	50,4	49,2
Dotation à payer Fonds pour l'Innovation et l'Industrie	35,4	55,1
Dotation à payer Bpifrance Participations	0,5	0,8
Dotation à payer Bpifrance	0,0	40,0
Dotation à payer Bpifrance Régions	1,7	2,8
Charges à payer Bpifrance	17,9	16,3
Charges à payer État	0,0	308,6
<b>TOTAL DES AUTRES PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>22 179,0</b>	<b>25 554,3</b>

## 6.7. Dettes fournisseurs et dettes diverses

(en M€)	31/12/2024	31/12/2023
Produits constatés d'avance	2,3	4,6
Dettes fournisseurs	1,4	14,0
<b>TOTAL DES DETTES FOURNISSEURS ET DETTES DIVERSES</b>	<b>3,7</b>	<b>18,6</b>

## 6.8. Juste valeur des actifs et des passifs financiers

(en M€)	31/12/2024			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>ACTIFS</b>				
Autres actifs financiers	0,0	894,2	0,0	894,2
<b>PASSIFS</b>				
Dettes financières auprès des établissements de crédit	0,0	0,0	0,0	0,0
Dettes financières diverses	0,0	183,9	0,0	183,9

(en M€)	31/12/2023			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>ACTIFS</b>				
Autres actifs financiers	0,0	1 020,6	0,0	1 020,6
<b>PASSIFS</b>				
Dettes financières auprès des établissements de crédit	0,0	0,0	0,0	0,0
Dettes financières diverses	0,0	264,9	0,0	264,9

## Note 7 - Notes relatives au compte de résultat

### 7.1. Impôts et taxes et charges externes

(en M€)	31/12/2024	31/12/2023
Prestations des sociétés du Groupe <sup>(1)</sup>	-1,3	-1,5
Charges externes	-0,1	-0,1
Fonds de réserve <sup>(2)</sup>	-14,6	-14,4
Autres charges <sup>(3)</sup>	-13,0	-43,8
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>-29,0</b>	<b>-59,7</b>
Impôts et Taxes et versements assimilés	-0,2	-0,3
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,3</b>
<b>TOTAL DES IMPÔTS ET TAXES ET CHARGES EXTERNES</b>	<b>-29,2</b>	<b>-60,0</b>

<sup>(1)</sup> Les prestations des sociétés du Groupe sont composées de refacturations de personnel.

<sup>(2)</sup> Ce montant correspond à des réaffectations du fonds de réserve aux fonds de garantie de Bpifrance.

<sup>(3)</sup> Au 31 décembre 2024, charges relatives à la convention subvention France Nation Verte signée avec Bpifrance pour 12,2M€.

### 7.2. Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence

(en M€)	31/12/2024	31/12/2023
	Quote-part du résultat net des participations mises en équivalence	
Groupe Bpifrance	439,9	534,0
<b>TOTAL DES QUOTE-PARTS DU RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE</b>	<b>439,9</b>	<b>534,0</b>

### 7.3. Coût de l'endettement financier net

(en M€)	31/12/2024	31/12/2023
Prêts Bpifrance	0,7	1,2
<b>TOTAL DES PRODUITS DE TRÉSORERIE</b>	<b>0,7</b>	<b>1,2</b>

(en M€)	31/12/2024	31/12/2023
Emprunt Etat	-0,7	-1,2
<b>TOTAL COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT</b>	<b>-0,7</b>	<b>-1,2</b>

### 7.4. Autres produits et charges financiers

(en M€)	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts compte courant État - Agence France Trésor Innovation Capital	0,0	12,0
Intérêts compte courant État - Agence France Trésor	2,4	2,9
Produits financiers du Fonds pour l'Innovation et l'Industrie	20,0	10,2
Commissions de garantie des émissions Bpifrance	60,0	54,4
Fonds de réserve	14,6	14,4
Autres charges financières (*)	-56,0	-359,5
<b>TOTAL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS</b>	<b>40,9</b>	<b>-265,6</b>

(\*) Au 31 décembre 2024, pertes et dépréciations sur créances du Fonds pour l'Innovation et l'Industrie pour 56 M€

## Note 8 - Exposition, gestion et mesure des risques

### 8.1. Organisation générale de la gestion des risques

Le Groupe est uniquement exposé aux risques individuels de l'EPIC Bpifrance, Bpifrance étant consolidé selon la méthode de la mise en équivalence.

Au 31 décembre 2024, les risques inhérents à l'activité de l'EPIC Bpifrance se limitent aux :

- risques de perte dus à l'incapacité d'une contrepartie à faire face à ses obligations financières,
- risques de perte dus aux variations de taux de marché.

### 8.2. Analyses quantitatives des risques de crédit et de contrepartie sur activités financières

#### Exposition maximum au risque de crédit

(en M€)	31/12/2024	31/12/2023
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 594,6	7 640,5
Autres actifs financiers	215,2	351,1
Engagements de garantie donnés et engagements par signature (*)	58 934,0	50 063,4
<b>TOTAL</b>	<b>66 743,8</b>	<b>58 055,0</b>

(\*) Les engagements de garantie donnés, soit 58 934,0 M€, sont représentatifs de la garantie octroyée par l'EPIC Bpifrance aux investisseurs des programmes d'émissions de Bpifrance

#### Informations quantitatives sur le risque de crédit

Le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » qui s'élève à 7 594,6 M€ au 31 décembre 2024 est composé des comptes à vue ouverts auprès de l'Etat français (Agence France Trésor) pour 7 424,3 M€.

Le poste « Autres actifs financiers » qui s'élève à 215,2 M€ au 31 décembre 2024 concerne le groupe Bpifrance pour 214,8 M€ (hors créances rattachées).

### 8.3. Risques financiers

Les risques financiers sont définis comme les risques de pertes de valeur économique provoqués par l'évolution défavorable des paramètres de marché, affectant l'ensemble des positions de bilan et d'hors-bilan.

L'EPIC Bpifrance est exposé au risque structurel de taux d'intérêt.

Les postes du bilan de l'EPIC Bpifrance exposés au risque de taux se limitent à la trésorerie et aux opérations de prêts/emprunts. Pour ces dernières, l'EPIC Bpifrance perçoit des financements et accorde à Bpifrance des emprunts miroir. Ainsi, ces opérations sont parfaitement adossées en taux et en liquidité ; la sensibilité au risque structurel de taux d'intérêt est nulle. En outre, dans la mesure où ces encours sont logés in fine dans le bilan de Bpifrance en qualité de dettes financières, les risques structurels attachés à ces encours sont intégrés dans le cadre du dispositif global de pilotage et de suivi des risques ALM de Bpifrance.

L'EPIC Bpifrance utilise deux indicateurs de suivi du risque structurel de taux :

- la mesure du risque de revenus, via la marge nette d'intérêt, qui vise à apprécier l'impact de différents scénarios de taux sur la marge nette d'intérêt de l'établissement, en appliquant des chocs de taux similaires sur tous les taux courts ; et
- la mesure du risque de valeur, via la valeur actuelle nette du portefeuille d'opérations (flux de capitaux et d'intérêts) à taux fixe fonds propres exclus, qui a pour objet de suivre l'évolution de la valeur actuelle nette en cas d'évolution des taux (EVE – Economic Value of Equity).

Du fait de la structure du bilan de l'EPIC Bpifrance, au 31 décembre 2024, la sensibilité de ces deux indicateurs à une hausse/baisse des taux de 200bps est quasi-nulle.

#### Echéancier des actifs et passifs financiers

Les tableaux ci-dessous présentent les flux contractuels non actualisés (capital et intérêts).

Flux annuels (en M€)	31/12/2024						
	Valeur comptable	Total des flux entrants (sortants)	À demande	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans
Remboursement des prêts à terme auprès de l'Etat	185,3	-185,6	0,0	-66,3	-119,3	0,0	0,0
Remboursement des prêts à terme auprès des établissements de crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement des emprunts à terme auprès de l'Etat	185,3	-185,6	0,0	-66,3	-119,3	0,0	0,0
Remboursement des emprunts à terme auprès des établissements de crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Flux annuels (en M€)	31/12/2023						
	Valeur comptable	Total des flux entrants (sortants)	À demande	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans
Remboursement des prêts à terme auprès de l'Etat	273,0	-274,0	0,0	-0,4	-88,0	-185,6	0,0
Remboursement des prêts à terme auprès des établissements de crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement des emprunts à terme auprès de l'Etat	273,0	-274,0	0,0	-0,4	-88,0	-185,6	0,0
Remboursement des emprunts à terme auprès des établissements de crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## Note 9 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

### 9.1. Intérêts détenus dans des filiales

L'EPIC Bpifrance ne détient aucun intérêt minoritaire.

Le Groupe ne dispose pas de restrictions importantes de nature légale, réglementaire ou contractuelle, limitant sa faculté à accéder aux actifs du groupe ou à régler les passifs du Groupe.

### 9.2. Intérêts détenus dans des partenariats et entreprises associées

L'EPIC Bpifrance, par son rôle de holding détenant la participation de l'Etat français dans Bpifrance, détient des intérêts dans une coentreprise considérée comme individuellement significative. Ces intérêts sont présentés avant les ajustements liés à l'application de la méthode de la mise en équivalence.

**Tableau des intérêts dans les entités mises en équivalence – comptes consolidés du groupe Bpifrance**

(en M€)	Groupe Bpifrance
Etablissement principal	France
Pourcentage des droits de vote	49,32%
Méthode de consolidation	Equivalence

**Actif - comptes consolidés du groupe Bpifrance**

<b>ACTIF (en M€)</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Caisse, banques centrales	2 313,5	2 921,8
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	8 025,5	7 544,8
Instruments dérivés de couverture	121,8	60,9
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	15 374,0	17 100,2
Titres au coût amorti	10 890,0	9 430,2
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	1 757,4	1 601,4
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	49 935,0	49 185,6
Opérations de location financement et assimilées, au coût amorti	6 362,9	6 283,0
Aides au financement de l'innovation	821,1	866,0
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-488,3	-1 115,6
Actifs d'impôts courants et différés	147,5	331,8
Comptes de régularisation et actifs divers	2 328,5	1 421,0
Actifs non courants destinés à être cédés	0,0	0,0
Participations dans les entreprises mises en équivalence	4 495,3	4 170,7
Immeubles de placement	0,0	0,0
Immobilisations corporelles	256,7	233,4
Immobilisations incorporelles	317,8	330,0
Ecarts d'acquisition	2,1	2,1
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>102 661,0</b>	<b>100 367,2</b>



## Passif - comptes consolidés du groupe Bpifrance

PASSIF (en M€)	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales	0,0	0,0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0,0	0,0
Instruments dérivés de couverture	8,8	14,5
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	9 729,9	13 532,9
Dettes envers la clientèle	2 009,3	1 996,4
Dettes représentées par un titre	49 441,2	42 210,1
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-253,6	-869,0
Passifs d'impôts courants et différés	193,6	93,1
Comptes de régularisation et passifs divers	3 107,8	3 602,0
Dettes locatives	156,5	127,3
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0,0	0,0
Provisions	104,8	99,7
Ressources nettes d'intervention à l'innovation	2 207,8	2 508,8
Fonds de garantie publics	7 078,7	6 983,8
Dettes subordonnées	7,3	7,2
Capitaux propres	28 868,9	30 060,5
Capitaux propres part du Groupe	28 473,5	29 997,4
• Capital et réserves liées	21 122,4	21 122,4
• Réserves consolidées	6 581,8	5 722,3
• Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-128,1	2 038,1
• Résultat	897,3	1 114,6
Intérêts minoritaires	395,5	63,1
• Réserves	397,0	63,5
• Résultat	-1,5	-0,4
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>102 661,0</b>	<b>100 367,2</b>

## Résultat consolidé du groupe Bpifrance

RESULTAT (en M€)	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	3 362,9	3 356,8
Intérêts et charges assimilées	-2 482,1	-2 483,9
Commissions (produits)	122,3	116,9
Commissions (charges)	-5,9	-3,0
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	267,1	231,5
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	611,0	586,9
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	-0,3	0,0
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat	0,0	0,0
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat	0,0	0,0
Produits des autres activités	358,6	344,9
Charges des autres activités	-137,4	-136,2
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>2 096,3</b>	<b>2 013,8</b>
Charges générales d'exploitation	-1 051,3	-950,6
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-119,5	-102,4
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>925,4</b>	<b>960,7</b>
Coût du risque	-159,4	-56,3
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>766,0</b>	<b>904,4</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	180,9	475,3
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-0,6	-169,8
Variations de valeur des écarts d'acquisition	3,1	9,7
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>949,4</b>	<b>1 219,6</b>
Impôts sur les bénéfices	-53,5	-105,3
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	0,0	0,0
<b>RESULTAT NET</b>	<b>895,8</b>	<b>1 114,3</b>
Intérêts minoritaires	-1,5	-0,4
<b>RESULTAT NET - PART DU GROUPE</b>	<b>897,3</b>	<b>1 114,6</b>
Résultat par action (en euros)	1,32	1,64
Résultat dilué par action (en euros)	1,32	1,64

Rapprochement avec la valeur comptable de la participation	31/12/2024	31/12/2023
Capitaux propres part du groupe	28 473,5	29 997,4
Capitaux propres au pourcentage d'intérêt	14 043,1	14 794,7
Ecart d'évaluation/d'acquisition	85,5	88,1
Retraitements de consolidation	0,0	0,0
Valeur comptable des intérêts dans la coentreprise	14 128,6	14 882,8

## 9.3. Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées

Le Groupe ne détient d'intérêts dans aucune entité structurée.

## Note 10 - Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration

Aucune rémunération n'a été versée aux administrateurs.

## Note 11 - Information sectorielle

Les contributions au sein du groupe EPIC Bpifrance sont les suivantes :

(en M€)			
31/12/2024	EPIC Bpifrance	Groupe Bpifrance	Total
Résultat opérationnel	-29,2	0,0	-29,2
Résultat financier	40,9	0,0	40,9
Quote-part du résultat net des MEE	0,0	439,9	439,9

(en M€)			
31/12/2023	EPIC Bpifrance	Groupe Bpifrance	Total
Résultat opérationnel	-60,0	0,0	-60,0
Résultat financier	-265,6	0,0	-265,6
Quote-part du résultat net des MEE	0,0	534,0	534,0

(en M€)			
31/12/2024	EPIC Bpifrance	Groupe Bpifrance	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 594,6	0,0	7 594,6
Autres actifs financiers	895,7	0,0	895,7
Participations dans les entreprises MEE	0,0	14 128,6	14 128,6

(en M€)			
31/12/2023	EPIC Bpifrance	Groupe Bpifrance	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 640,5	0,0	7 640,5
Autres actifs financiers	1 028,7	0,0	1 028,7
Participations dans les entreprises MEE	0,0	14 882,8	14 882,8

## Note 12 - Engagements de financement et de garantie

(en M€)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Engagements donnés</b>	<b>58 934,0</b>	<b>50 063,4</b>
Engagements de financement de crédits	0,0	0,0
<i>en faveur des établissements de crédit</i>	0,0	0,0
<i>en faveur de la clientèle</i>	0,0	0,0
Engagements de garantie (*)	58 934,0	50 063,4
<i>en faveur des établissements de crédit</i>	58 934,0	50 063,4
<i>en faveur de la clientèle</i>	0,0	0,0
Engagements sur titres (titres à livrer)	0,0	0,0
<b>Engagements reçus</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Engagements de financement de crédits reçus des établissements de crédit	0,0	0,0
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	0,0	0,0
Engagements sur titres (titres à recevoir)	0,0	0,0

(\*) Les engagements de garantie donnés, soit 58 934 M€ sont représentatifs de la garantie octroyée par l'EPIC Bpifrance aux investisseurs des programmes d'émissions de Bpifrance

## Note 13 - Autres informations

### 13.1. Parties liées

Les parties liées au groupe EPIC Bpifrance sont les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation, à savoir Bpifrance. Les opérations avec Bpifrance sont reprises dans le tableau ci-dessous.

Les opérations avec Bpifrance sont présentées au sein des notes 6, 7 et 11.

(en M€)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Postes du bilan</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>Actif</b>	<b>875,3</b>	<b>954,1</b>
Autres actifs financiers	817,6	903,7
Créances clients et créances diverses	57,7	50,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,0	0,0
<b>Passif</b>	<b>3,8</b>	<b>56,9</b>
Dettes fournisseurs et dettes diverses	3,8	56,9
<b>Postes du compte de résultat</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Charges financières	0,0	0,0
Produits financiers	60,7	55,7
<b>Engagements</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Engagements donnés	0,0	0,0
Engagements reçus	0,0	0,0
Autres engagement donnés	0,0	0,0

## 13.2. Honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat consolidé (montants HT, hors réseau)

(en milliers d'euros)	KPMG Audit		Mazars	
	2024	2023	2024	2023
Certification des comptes	41	49	41	51
Autres prestations	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>41</b>	<b>49</b>	<b>41</b>	<b>51</b>

## 13.3. Activités pour compte de tiers

Conformément au référentiel IFRS, les activités suivantes ne figurent pas au bilan consolidé de l'établissement public.

(en M€)	31/12/2024						
	Actif			Passif			Hors bilan
	Titres et créances	Compte du mandant	Total	Dettes	Compte du mandant	Total	
Activité des SATT <sup>(1)</sup>	437,4	0,0	437,4	0,0	437,4	437,4	0,0
French Tech Souveraineté <sup>(2)</sup>	781,1	0,0	781,1	0,0	781,1	781,1	0,0
Fonds Sociétés de Projets Industriels	404,6	0,0	404,6	0,0	404,6	404,6	0,0
Fonds Ambition Amorçage Angels	1,7	0,0	1,7	0,0	1,7	1,7	0,0
Fonds PSIM	135,8	0,0	135,8	0,0	135,8	135,8	0,0
Fonds National d'Amorçage 2	219,7	0,0	219,7	0,0	219,7	219,7	0,0
Fonds Multicap Croissance	347,4	0,0	347,4	0,0	347,4	347,4	0,0
Fonds French Tech Seed	245,3	0,0	245,3	0,0	245,3	245,3	0,0
Fonds French Tech Accélération	30,9	0,0	30,9	0,0	30,9	30,9	0,0
Fonds Ecotechnologies 2	44,6	0,0	44,6	0,0	44,6	44,6	0,0
Fonds Sociétés de Projets Industriels 2	228,1	0,0	228,1	0,0	228,1	228,1	0,0
Fonds Multicap Croissance 4	136,5	0,0	136,5	0,0	136,5	136,5	0,0
Fonds National de Venture Industriel	38,0	0,0	38,0	0,0	38,0	38,0	0,0
Fonds Deep Tech	40,6	0,0	40,6	0,0	40,6	40,6	0,0
Fonds National d'Amorçage 3	13,9	0,0	13,9	0,0	13,9	13,9	0,0
<b>TOTAL</b>	<b>3 105,4</b>	<b>0,0</b>	<b>3 105,4</b>	<b>0,0</b>	<b>3 105,4</b>	<b>3 105,4</b>	<b>0,0</b>

<sup>(1)</sup> Participation au capital des Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies (SATT)

<sup>(2)</sup> Participation au capital des entreprises développant des technologies d'avenir

(en M€)	31/12/2023						
	Actif			Passif			Hors bilan
	Titres et créances	Compte du mandant	Total	Dettes	Compte du mandant	Total	
Activité des SATT <sup>(1)</sup>	426,1	0,0	426,1	0,0	426,1	426,1	0,0
French Tech Souveraineté <sup>(2)</sup>	532,1	0,0	532,1	0,0	532,1	532,1	0,0
Fonds Sociétés de Projets Industriels	394,7	0,0	394,7	0,0	394,7	394,7	0,0
Fonds Ambition Amorçage Angels	4,3	0,0	4,3	0,0	4,3	4,3	0,0
Fonds PSIM	111,3	0,0	111,3	0,0	111,3	111,3	0,0
Fonds National d'Amorçage 2	180,7	0,0	180,7	0,0	180,7	180,7	0,0
Fonds Multicap Croissance	326,1	0,0	326,1	0,0	326,1	326,1	0,0
Fonds French Tech Seed	209,3	0,0	209,3	0,0	209,3	209,3	0,0
Fonds French Tech Accélération	22,6	0,0	22,6	0,0	22,6	22,6	0,0
Fonds Ecotechnologies 2	34,5	0,0	34,5	0,0	34,5	34,5	0,0
Fonds Sociétés de Projets Industriels 2	153,1	0,0	153,1	0,0	153,1	153,1	0,0
Fonds Multicap Croissance 4	64,5	0,0	64,5	0,0	64,5	64,5	0,0
Fonds National de Venture Industriel	24,0	0,0	24,0	0,0	24,0	24,0	0,0
<b>TOTAL</b>	<b>2 483,3</b>	<b>0,0</b>	<b>2 483,3</b>	<b>0,0</b>	<b>2 483,3</b>	<b>2 483,3</b>	<b>0,0</b>

<sup>(1)</sup> Participation au capital des Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies (SATT)

<sup>(2)</sup> Participation au capital des entreprises développant des technologies d'avenir



# COMPTES INDIVIDUELS

<b>4.1. BILAN PUBLIABLE EPIC BPIFRANCE</b>	<b>48</b>	<b>4.3. ANNEXE COMPTABLE .....</b>	<b>51</b>
<b>4.2. COMPTE DE RÉSULTAT PUBLIABLE EPIC BPIFRANCE .....</b>	<b>50</b>		

## 4.1. BILAN PUBLIABLE EPIC BPIFRANCE

ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	Brut	Amortissements Dépréciations	31/12/2024 Net	31/12/2023 Net
<b>Actif Immobilisé</b>		<b>16 336 750</b>	<b>58 679</b>	<b>16 278 071</b>	<b>15 478 741</b>
<b>Immobilisations financières</b>		<b>16 336 750</b>	<b>58 679</b>	<b>16 278 071</b>	<b>15 478 741</b>
• Participations	3	15 382 384	0	15 382 384	14 449 970
• Prêts	4	185 328	0	185 328	273 007
• Autres immobilisations financières	5	769 038	58 679	710 359	755 764
<b>Actif circulant</b>		<b>22 351 661</b>	<b>0</b>	<b>22 351 661</b>	<b>25 684 166</b>
• Autres créances	6	14 757 089	0	14 757 089	18 043 669
• Disponibilités	7	7 594 572	0	7 594 572	7 640 497
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>38 688 411</b>	<b>58 679</b>	<b>38 629 732</b>	<b>41 162 907</b>



<b>PASSIF</b> (en milliers d'euros)	<b>Notes</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>8</b>	<b>11 310 493</b>	<b>11 298 138</b>
• Capital		7 135 413	7 135 413
• Report à nouveau		3 968 753	1 330 083
• Résultat de l'exercice		206 327	2 832 642
<b>Dettes financières</b>		<b>185 328</b>	<b>273 007</b>
• Emprunts et dettes financières	9	185 328	273 007
<b>Dettes d'exploitation</b>		<b>24 067 266</b>	<b>27 093 443</b>
• Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10	1 344	13 983
• Dettes fiscales et sociales	11	6	7
• Autres dettes	12	24 065 916	27 079 453
<b>Dettes diverses</b>		<b>3 064 312</b>	<b>2 493 697</b>
• Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	13	3 064 312	2 493 697
<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>14</b>	<b>2 333</b>	<b>4 622</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>38 629 732</b>	<b>41 162 907</b>

## 4.2. COMPTE DE RÉSULTAT PUBLIABLE EPIC BPIFRANCE

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
<b>Produits d'exploitation</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>15</b>	<b>-29 217</b>	<b>-60 008</b>
• Autres achats et charges externes		-16 033	-15 974
• Impôts et Taxes et versements assimilés		-215	-279
• Autres charges		-12 969	-43 755
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>-29 217</b>	<b>-60 008</b>
<b>Produits financiers</b>		<b>291 681</b>	<b>355 913</b>
• Dividendes	16	193 972	260 859
• Autres Intérêts et produits assimilés	17	97 709	95 054
<b>Charges financières</b>		<b>-56 773</b>	<b>-360 734</b>
• Autres Intérêts et charges assimilées	18	-56 773	-360 734
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>234 908</b>	<b>-4 821</b>
<b>Produits Exceptionnels</b>	<b>19</b>	<b>0</b>	<b>11 593 431</b>
• Produits de cessions d'éléments d'actifs		0	11 593 431
<b>Charges Exceptionnelles</b>	<b>20</b>	<b>0</b>	<b>-8 686 782</b>
• Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés		0	-8 686 782
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>0</b>	<b>2 906 649</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>		<b>205 691</b>	<b>2 841 820</b>
• Impôts sur les bénéfices	21	636	-9 178
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>206 327</b>	<b>2 832 642</b>

## 4.3. ANNEXE COMPTABLE

Note 1 -	Faits significatifs et événements postérieurs à la clôture	52	Note 14 -	Produits constatés d'avance	57
Note 2 -	Règles de présentation et d'évaluation	52	Note 15 -	Charges d'exploitation	58
Note 3 -	Participations	53	Note 16 -	Dividendes	58
Note 4 -	Prêts	53	Note 17 -	Intérêts et produits assimilés	58
Note 5 -	Autres immobilisations financières	54	Note 18 -	Intérêts et charges assimilées	58
Note 6 -	Autres créances	54	Note 19 -	Produits exceptionnels	59
Note 7 -	Disponibilités	55	Note 20 -	Charges exceptionnelles	59
Note 8 -	Capitaux propres	55	Note 21 -	Impôts sur les bénéfices	59
Note 9 -	Emprunts et dettes financières	56	Note 22 -	Engagements hors bilan	60
Note 10 -	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	56	Note 23 -	Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration	60
Note 11 -	Dettes fiscales et sociales	56	Note 24 -	Éléments concernant les parties liées	60
Note 12 -	Autres dettes	56	Note 25 -	Activités pour compte de tiers	61
Note 13 -	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	57	Note 26 -	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2024	62

## Note 1 - Faits significatifs et événements postérieurs à la clôture

### 1.1. Faits significatifs de l'exercice

Aucun fait significatif n'est intervenu au cours de l'exercice.

### 1.2. Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture des comptes.

## Note 2 - Règles de présentation et d'évaluation

Les comptes annuels de l'EPIC Bpifrance sont établis et présentés conformément au règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

### • Bilan

Les créances et dettes rattachées sont regroupées avec les postes d'actif ou de passif auxquels elles se rapportent.

La rubrique capitaux propres regroupe les postes de capital souscrit, le report à nouveau et le résultat de l'exercice.

Dans le poste «Immobilisations Financières», les participations recensent les titres dont la possession durable

est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle. Ces titres sont évalués à la clôture de l'exercice au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée notamment en fonction de la valeur de l'actif net, des perspectives d'activité.

### • Compte de résultat

Les produits et les charges sont classés par catégorie.

Les intérêts et commissions de garantie sont enregistrés en résultat financier selon la méthode des produits et charges courus.

Les dividendes sont enregistrés dès la décision de répartition prise par l'organe habilité de la société distribuant.

## Note 3 - Participations

(en milliers d'euros)	31/12/2023	Souscriptions	Remboursements	31/12/2024
Bpifrance	10 431 146			10 431 146
Fonds Sociétés de Projets Industriels	484 541		5 193	479 348
Fonds Ambition Amorçage Angels	11 829		2 664	9 165
Fonds PSIM	225 722			225 722
Fonds National d'Amorçage 2	499 749		10 435	489 314
Fonds Multicap Croissance 3	585 498		42 918	542 580
Fonds French Tech Seed	345 960		6 373	339 587
Fonds French Tech Accélération 2	99 999			99 999
Fonds Ecotechnologies 2	150 000	150 000		300 000
Fonds Sociétés de Projets Industriels 2	665 527			665 527
Fonds Multicap Croissance 4	600 000	499 998		1 099 998
Fonds National de Venture Industriel	349 999			349 999
Fonds Deep Tech		99 999		99 999
Fonds National d'Amorçage 3		250 000		250 000
<b>TOTAL</b>	<b>14 449 970</b>	<b>999 997</b>	<b>67 583</b>	<b>15 382 384</b>

## Note 4 - Prêts

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Prêts (*)	184 970	272 570
Créances rattachées	358	437
<b>TOTAL</b>	<b>185 328</b>	<b>273 007</b>

(\*) Remboursement à échéance de trois prêts consentis à Bpifrance : 87,6 M€ le 19 août 2024.

### Ventilation des prêts selon la durée restant à courir au 31 décembre 2024 :

(en milliers d'euros)	D ≤ 1 an	D > 1 an
Prêts (hors créances rattachées)	184 970	0
<b>TOTAL</b>	<b>184 970</b>	

## Note 5 - Autres immobilisations financières

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dotation PPMTR <sup>(1)</sup>	48 219	47 013
Fonds de réserve <sup>(2)</sup>	632 292	630 668
Créances Fonds pour l'Innovation et l'Industrie <sup>(3)</sup>	29 393	65 429
Créances Subventions France Nation Verte	455	12 654
<b>TOTAL</b>	<b>710 359</b>	<b>755 764</b>

<sup>(1)</sup> Prêts participatifs pour la modernisation et la transmission de la restauration.

<sup>(2)</sup> Fonds de réserve auprès de Bpifrance.

<sup>(3)</sup> Montants nets, ces créances sont dépréciées à hauteur de 58,7 M€ au 31 décembre 2024 et 75,3 M€ au 31 décembre 2023.

### Ventilation des autres immobilisations financières selon la durée restant à courir au 31 décembre 2024 :

(en milliers d'euros)	D ≤ 1 an	D > 1 an
Autres immobilisations financières (hors créances rattachées)	0	710 359
<b>TOTAL</b>	<b>710 359</b>	

## Note 6 - Autres créances

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Commissions de garantie des émissions Bpifrance à recevoir	57 664	50 439
Créances fiscales	12 407	7 402
Intérêts à recevoir compte courant État - Agence France Trésor	86	235
Dotations à recevoir de l'État	14 686 932	17 985 593
- Projets structurants pour la compétitivité	98 500	98 500
- Accompagnement de filières	38 474	48 300
- PIA4 France 2030 Piave 2 (Projets industriels d'avenir)	300 000	300 000
- PIA4 France 2030 Aides Guichet	43 115	405 900
- PIA4 France 2030 Démonstration	2 208 000	2 630 000
- PIA4 France 2030 Aides Nationales	1 450 893	1 532 893
- PIA4 France 2030 Soutien au déploiement	2 910 000	3 745 000
- PIA4 France 2030 Maturation	1 135 000	1 395 000
- PIA4 France 2030 Industrialisation et déploiement	6 065 000	6 845 000
- PIA4 France 2030 Régionalisé	287 950	335 000
- PIA4 France 2030 Multicap Croissance 4	0	500 000
- PIA4 France 2030 Fonds National d'Amorçage 3	150 000	150 000
<b>TOTAL</b>	<b>14 757 089</b>	<b>18 043 669</b>

### Ventilation des autres créances selon la durée restant à courir au 31 décembre 2024 :

(en milliers d'euros)	D ≤ 1 an	D > 1 an
Autres créances	14 757 089	0
<b>TOTAL</b>	<b>14 757 089</b>	

## Note 7 - Disponibilités

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Compte de Dépôts de Fonds au Trésor	134 070	104 188
Compte courant État - Agence France Trésor	36 181	73 601
Compte courant État - Agence France Trésor Investissement d'avenir	7 386 047	7 095 977
Compte courant État - Agence France Trésor Innovation	38 274	366 731
<b>Total</b>	<b>7 594 572</b>	<b>7 640 497</b>

## Note 8 - Capitaux propres

(en milliers d'euros)	31/12/2023	Affectation du résultat	Distribution de dividendes	Résultat 2024	31/12/2024
Capital	7 135 413				7 135 413
Report à nouveau	1 330 083	2 832 642	-193 972		3 968 753
Résultat de l'exercice	2 832 642	-2 832 642		206 327	206 327
<b>TOTAL</b>	<b>11 298 138</b>	<b>0</b>	<b>-193 972</b>	<b>206 327</b>	<b>11 310 493</b>

En application de l'article 79 de la Loi de finances rectificative n°2001-1276 du 28 décembre 2001(modifié par l'art.88 de la Loi de finances rectificative pour 2003 n°2003-1312 du 30 décembre 2003), un dividende peut être perçu par l'État. Le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice, au sens de l'article L.232-11 du code de commerce. Il peut être prélevé sur les réserves disponibles. Les dotations en capital reçues par les établissements publics ne donnent pas lieu à rémunération. Après examen de la situation financière de l'établissement public et constatation de l'existence de sommes distribuables, sur le rapport du conseil d'administration, le ministre chargé de l'économie et le ministre chargé du budget déterminent par arrêté le montant du dividende versé à l'État.

En vertu de l'arrêté du 8 juillet 2024, l'EPIC Bpifrance a distribué un dividende de 194 M€ à l'Agence des Participations de l'État.

## Note 9 - Emprunts et dettes financières

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts (*)	184 970	272 570
Dettes rattachées	358	437
<b>TOTAL</b>	<b>185 328</b>	<b>273 007</b>

(\*) Remboursement à échéance de trois emprunts consentis par l'Etat : 87,6 M€ le 19 août 2024.

Ventilation des emprunts et dettes financières selon la durée restant à courir au 31 décembre 2024 :

(en milliers d'euros)	D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans
Emprunts auprès de l'État (hors dettes rattachées)	184 970	0	0
<b>TOTAL</b>		<b>184 970</b>	

## Note 10 - Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Ces dettes ont toutes une échéance inférieure à 1 an.

## Note 11 - Dettes fiscales et sociales

Ces dettes ont toutes une échéance inférieure à 1 an.

## Note 12 - Autres dettes

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Ressources publiques PIA et France 2030	23 959 907	26 606 700
Fonds Modernisation de la restauration	50 448	49 225
Dotation à payer Fonds pour l'Innovation et l'Industrie	35 419	55 055
Dotation à payer Bpifrance Participations	505	757
Dotation à payer Bpifrance	0	39 956
Dotation à payer Bpifrance Régions	1 702	2 850
Charges à payer Bpifrance	17 935	16 310
Charges à payer État	0	308 600
<b>TOTAL</b>	<b>24 065 916</b>	<b>27 079 453</b>



**Ventilation des autres dettes selon la durée restant à courir au 31 décembre 2024 :**

(en milliers d'euros)	D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans
Autres dettes	24 065 916	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>24 065 916</b>		

**Note 13 - Dettes sur immobilisations et comptes rattachés**

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Titres restants à libérer :		
Fonds Sociétés de Projets Industriels	74 769	89 819
Fonds Ambition Amorçage Angels	7 500	7 500
Fonds PSIM	89 946	114 462
Fonds Fonds National d'Amorçage	269 615	319 090
Fonds Multicap Croissance	195 202	259 370
Fonds French Tech Seed	94 300	136 700
Fonds French Tech Accélération 2	69 050	77 349
Fonds Ecotechnologies 2	255 450	115 500
Fonds Sociétés de Projets Industriels 2	437 444	512 383
Fonds Multicap Croissance 4	963 498	535 500
Fonds National de Venture Industriel	312 024	326 024
Fonds Deep Tech	59 389	0
Fonds Fonds National d'Amorçage 3	236 125	0
<b>TOTAL</b>	<b>3 064 312</b>	<b>2 493 697</b>

**Ventilation des dettes sur immobilisations et comptes rattachés selon la durée restant à courir au 31 décembre 2024 :**

(en milliers d'euros)	D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 064 612	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>3 064 612</b>		

**Note 14 - Produits constatés d'avance**

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Commissions de garantie des émissions Bpifrance à étaler	2 333	4 622
<b>TOTAL</b>	<b>2 333</b>	<b>4 622</b>

## Note 15 - Charges d'exploitation

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Prestations des sociétés du Groupe <sup>(1)</sup>	-1 289	-1 473
Charges externes	-139	-137
Fonds de réserve <sup>(2)</sup>	-14 605	-14 364
Impôts, taxes et versements assimilés	-215	-279
Autres charges <sup>(3)</sup>	-12 969	-43 755
<b>TOTAL</b>	<b>-29 217</b>	<b>-60 008</b>

<sup>(1)</sup> Les prestations des sociétés du Groupe sont composées de refacturations de personnel.

<sup>(2)</sup> Ce montant correspond à des réaffectations du fonds de réserve aux fonds de garantie de Bpifrance.

<sup>(3)</sup> Au 31 décembre 2024, charges relatives à la convention Subvention France Nation Verte signée avec Bpifrance pour 12,2M€.

## Note 16 - Dividendes

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dividendes Bpifrance	193 972	260 859
<b>TOTAL</b>	<b>193 972</b>	<b>260 859</b>

## Note 17 - Intérêts et produits assimilés

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts prêts en euros Bpifrance	744	1 244
Commissions de garantie des émissions Bpifrance	59 954	54 436
Fonds de réserve	14 605	14 364
Intérêts compte courant État - Agence France Trésor Innovation Capital	0	11 986
Intérêts compte courant État - Agence France Trésor	2 414	2 858
Produits financiers du Fonds pour l'Innovation et l'Industrie	19 992	10 166
<b>TOTAL</b>	<b>97 709</b>	<b>95 054</b>

## Note 18 - Intérêts et charges assimilées

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts emprunt État	-744	-1 244
Autres charges financières <sup>(*)</sup>	-56 029	-359 490
<b>TOTAL</b>	<b>-56 773</b>	<b>-360 734</b>

<sup>(\*)</sup> Au 31 décembre 2024, pertes et dépréciations sur créances du Fonds pour l'Innovation et l'Industrie pour 56 M€.

## Note 19 - Produits exceptionnels

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Produits de cessions d'immobilisations financières EDF	0	4 032 130
Produits de cessions d'immobilisations financières TSA	0	7 561 301
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>11 593 431</b>

## Note 20 - Charges exceptionnelles

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Valeur comptable des immobilisations financières cédées EDF	0	-3 697 715
Valeur comptable des immobilisations financières cédées TSA	0	-4 989 067
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>-8 686 782</b>

## Note 21 - Impôts sur les bénéfices

La comptabilisation de l'impôt s'effectue selon la méthode de l'impôt exigible.

Le résultat fiscal s'élève à 4,5 M€, le résultat comptable du secteur exonéré FII est de -36,1 M€ et celui du secteur taxable de 241,8 M€.

Secteur non taxable du Fonds pour l'Innovation et l'Industrie :

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Charges externes	-150	-233
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-150</b>	<b>-233</b>
Intérêts compte courant État - Agence France Trésor Innovation Capital	0	11 986
Autres produits financiers	19 992	10 166
Autres charges financières	-56 028	-359 490
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>-36 036</b>	<b>-337 338</b>
Produits de cessions d'immobilisations financières EDF	0	4 032 130
Valeur comptable des immobilisations financières cédées EDF	0	-3 697 715
Produits de cessions d'immobilisations financières TSA	0	7 561 301
Valeur comptable des immobilisations financières cédées TSA	0	-4 989 067
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>0</b>	<b>2 906 649</b>
<b>Résultat courant avant impôts</b>	<b>-36 186</b>	<b>2 569 078</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>-36 186</b>	<b>2 569 078</b>

## Note 22 - Engagements hors bilan

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		
<b>Engagements de financement</b>		
• Engagements en faveur d'établissements de crédit		
• Engagements en faveur de la clientèle		
<b>Engagements de garantie</b>	<b>58 934 043</b>	<b>50 063 377</b>
• Engagements d'ordre d'établissements de crédit (*)	58 934 043	50 063 377
• Engagements d'ordre de la clientèle		
<b>Engagements sur titres</b>		
• Titres acquis avec faculté de rachat ou reprise		
• Autres engagements donnés		
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		
<b>Engagements de financement</b>		
• Engagements reçus d'établissements de crédit		
<b>Engagements de garantie</b>		
• Engagements reçus d'établissements de crédit		
<b>Engagements sur titres</b>		
• Titres vendus avec faculté de rachat ou reprise		
• Autres engagements reçus		

(\*) Les engagements de garantie donnés de 58 934 M€ sont représentatifs de la garantie octroyée par l'EPIC Bpifrance aux investisseurs des programmes d'émissions de Bpifrance.

## Note 23 - Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration

Aucune rémunération n'a été versée aux administrateurs.

## Note 24 - Eléments concernant les parties liées

Les opérations avec les parties liées sont négociées à des conditions de marché.

Note 25 - Activités pour compte de tiers

Les opérations gérées par l'EPIC Bpifrance pour le compte de l'État ne figurent pas au bilan de l'établissement public.

(en milliers d'euros)	31/12/2024					
	Actif			Passif		
	Titres et créances	Compte du mandant	Total	Dettes	Compte du mandant	Total
Activité des SATT <sup>(1)</sup>	437 409		437 409		437 409	437 409
French Tech Souveraineté <sup>(2)</sup>	781 087		781 087		781 087	781 087
TOTAL	1 218 496		1 218 496		1 218 496	1 218 496

<sup>(1)</sup> Participation au capital des Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies (SATT)

<sup>(2)</sup> Participation au capital des entreprises développant des technologies d'avenir.

(en milliers d'euros)	31/12/2023					
	Actif			Passif		
	Titres et créances	Compte du mandant	Total	Dettes	Compte du mandant	Total
Activité des SATT	426 142		426 142		426 142	426 142
French Tech Souveraineté	532 053		532 053		532 053	532 053
TOTAL	958 195		958 195		958 195	958 195

## Note 26 - Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2024

### Note 26

Informations financières									
Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue en pourcentage	Valeur brute comptable des titres détenus	Valeur nette comptable des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	CA hors taxes ou PNB du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfices ou pertes du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice

#### A - Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations représentant au moins 1% du capital de la société

1. Filiales (plus de 50% du capital détenu)										
2. Participations (10% à 50% du capital détenu)										
Bpifrance siren 320 252 489 27-31 avenue du Général Leclerc 94710 Maisons Alfort	5 440 000	17 390 476	49,2%	10 431 146	10 431 146	184 970	58 934 043	1 480 204	610 475	193 972

#### B - Renseignements globaux concernant les filiales et les participations représentant moins de 1% du capital de la société

1. Filiales non reprises au paragraphe A										
a. Filiales françaises (ensemble)										
b. Filiales étrangères (ensemble)										
2. Participations non reprises dans le paragraphe A										
a. Dans les sociétés françaises (ensemble)										
b. Dans les sociétés étrangères (ensemble)										



# RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

**5.1. RAPPORT SUR  
LES COMPTES CONSOLIDÉS ..... 64**

**5.2. RAPPORT SUR  
LES COMPTES INDIVIDUELS ..... 66**

## 5.1. RAPPORT SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

### EPIC Bpifrance

27-31 avenue du Général Leclerc - 94 710 Maisons-Alfort

### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames, Messieurs,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de l'EPIC Bpifrance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Comme indiqué dans la note 4 « Périmètre de consolidation », votre établissement comptabilise les titres Bpifrance selon la méthode de mise en équivalence. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre établissement, présentés dans les notes 3.3 « Participations dans les entreprises mises en équivalence » et 3.4 « Règles de consolidation », nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans les notes 6.1 « Participations dans les entreprises mises en équivalence » et 7.2 « Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence » de l'annexe aux comptes consolidés et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives à votre établissement, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.



## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Les commissaires aux comptes,

**Forvis Mazars**

Courbevoie, le 21 Mars 2025

Matthew BROWN

**KPMG S.A.**

Paris La Défense, le 21 Mars 2025

Ulrich SARFATI

## 5.2. RAPPORT SUR LES COMPTES INDIVIDUELS

### EPIC Bpifrance

27-31 Avenue du Général Leclerc - 94710 Maisons-Alfort

### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames, Messieurs,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'EPIC Bpifrance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation de l'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les immobilisations financières tels que précisé dans la note 2 de l'annexe aux comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du conseil d'administration.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les commissaires aux comptes, à Paris la Défense le 21 mars 2025

**KPMG S.A.**  
Ulrich SARFATI  
Associé

**Forvis Mazars S.A.**  
Matthew BROWN  
Associé



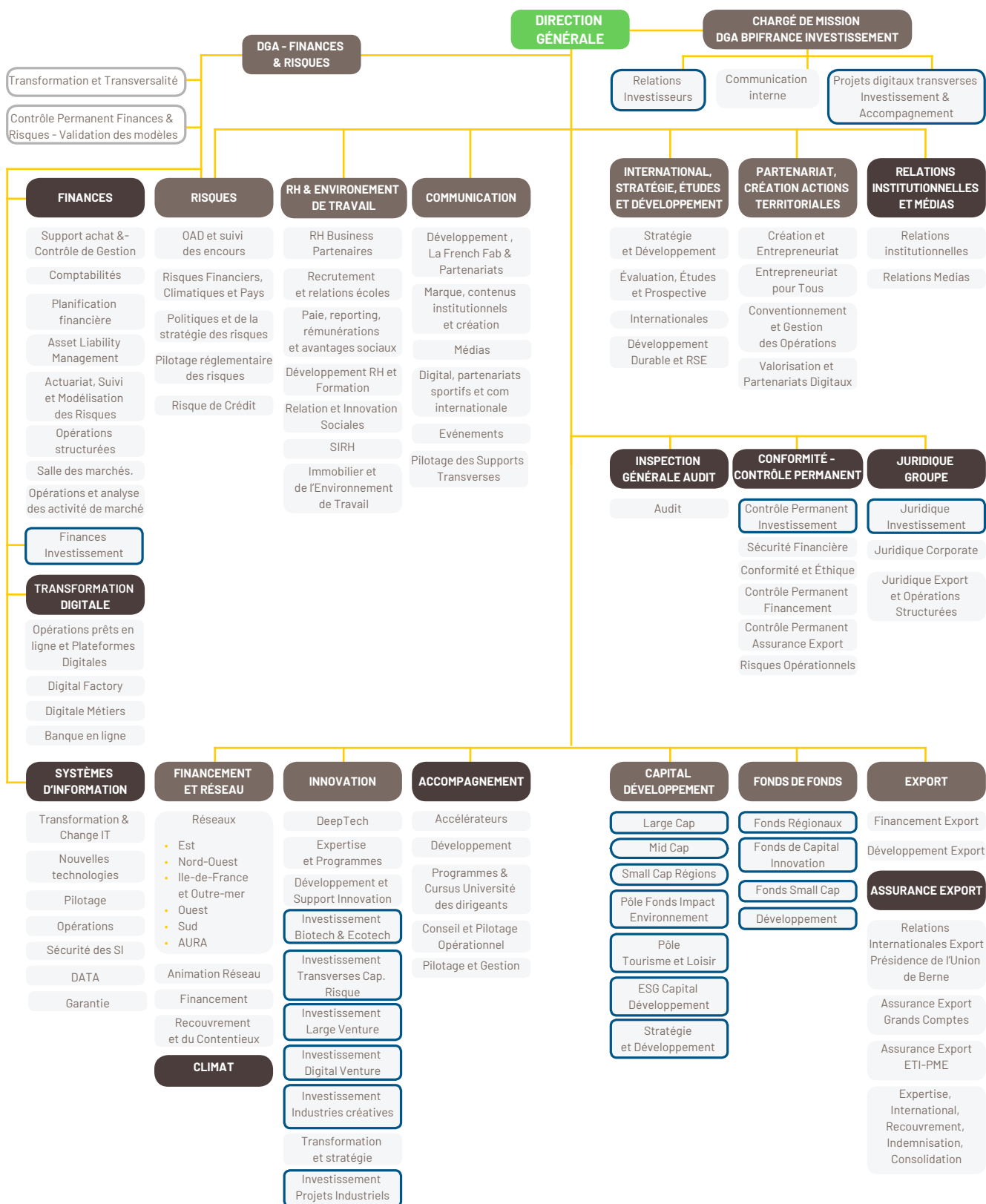


# ANNEXES

<b>6.1. ORGANIGRAMME FONCTIONNEL DE BPIFRANCE.....</b>	<b>70</b>
--	-----------

<b>6.2. ORGANIGRAMME DU RÉSEAU DE BPIFRANCE.....</b>	<b>71</b>
--	-----------

## 6.1. ORGANIGRAMME FONCTIONNEL DE BPIFRANCE



CMG

COMEX

Métiers exc. Investissement

Domaine

6.2. ORGANIGRAMME DU RÉSEAU DE BPIFRANCE













The graphic features a large yellow circle in the center, surrounded by a larger, lighter yellow circle. A small green circle is positioned in the upper right quadrant, and a small white circle is in the lower left quadrant. The text 'SERVIR L'AVENIR' is centered within the yellow circle.

# SERVIR L'AVENIR

## **Bpifrance**

**Etablissement Public à caractère Industriel  
et commercial**

483 790 069 RCS Créteil

## **Siège social**

27-31, avenue du Général Leclerc  
94710 Maisons-Alfort Cedex  
Tél : 01 41 79 80 00 – Fax : 01 41 79 80 01  
[www.bpifrance.fr](http://www.bpifrance.fr)